INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 327 - AVRIL 2021

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 327

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Nouveau repli des importations en février, la consommation de VBF est restée dynamique
    - Prix soutenus par la demande en VBF
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Un marché européen plus fluide
- Femelles
  - Europe
    - Offre globalement limitée et cours soutenus
- Maigre
  - Une vive remontée du prix des broutards mâles… qui ne comble pas encore le gap avec les années précédentes
- Veaux de boucherie
  - Alourdissement saisonnier du marché
- Veaux nourrissons
  - Un marché toujours plat

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Une collecte française toujours ralentie
  - En baisse dans le quatuor de tête
- Marché des produits laitiers
  - Forte remontée des cours

Viande ovine
- France
  - Fort succès de l'agneau pascal cette année
- UE et monde
  - Une demande mondiale à son plus haut niveau

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - Contreperformance au premier bimestre

Marchés des grains : fin de la hausse des prix ?

Un marché européen du JB plus fluide

Dernière révision le 16 avril 2021

La baisse de production en Europe et la demande allemande dynamique permettent de fluidifier le marché du jeune bovin. En France, les cours des vaches restent soutenues par une consommation de VBF dynamique.

La poursuite de la hausse des coûts alimentaires continue cependant d'inquiéter les engraisseurs comme les producteurs de veaux dont les cours ont entamé leurs baisses saisonnières. Les prix des broutards mâles ont entamé une hausse marquée depuis début mars, mais l'écart reste encore très important avec les cotations des années précédentes.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

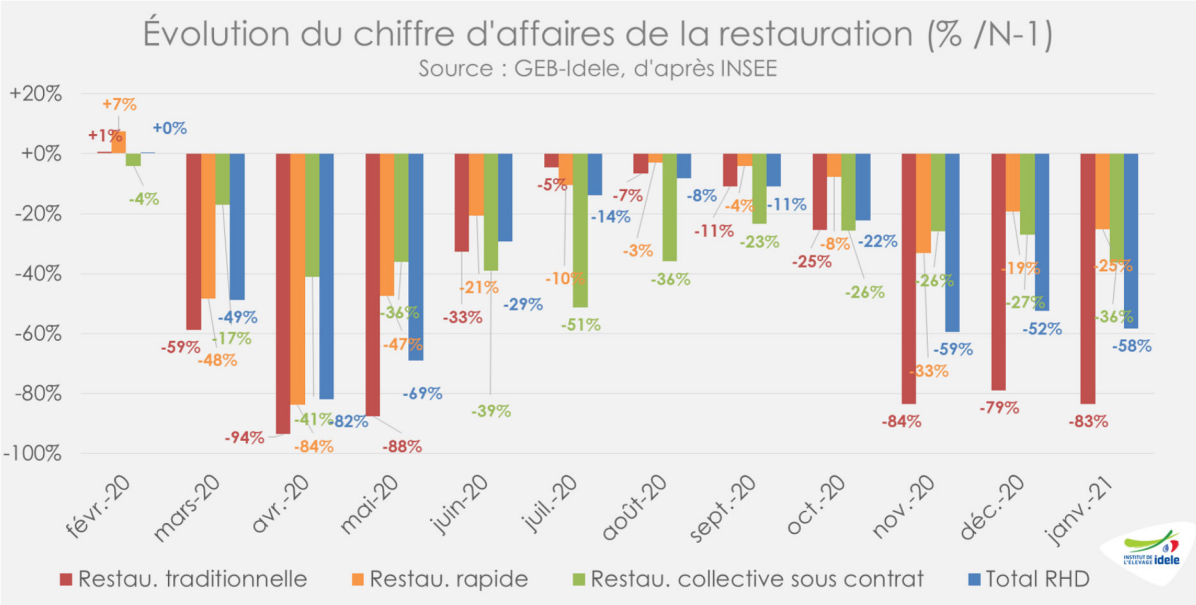
Nouveau repli des importations en février, la consommation de VBF est restée dynamique

Dernière révision le 16 avril 2021

Avec le maintien des restrictions à la restauration, les achats de ménages au détail sont restés soutenus. Si le report de consommation vers le détail n'est que partiel, les achats de VBF en février ont enregistré une nouvelle hausse et les importations ont à nouveau flanché.

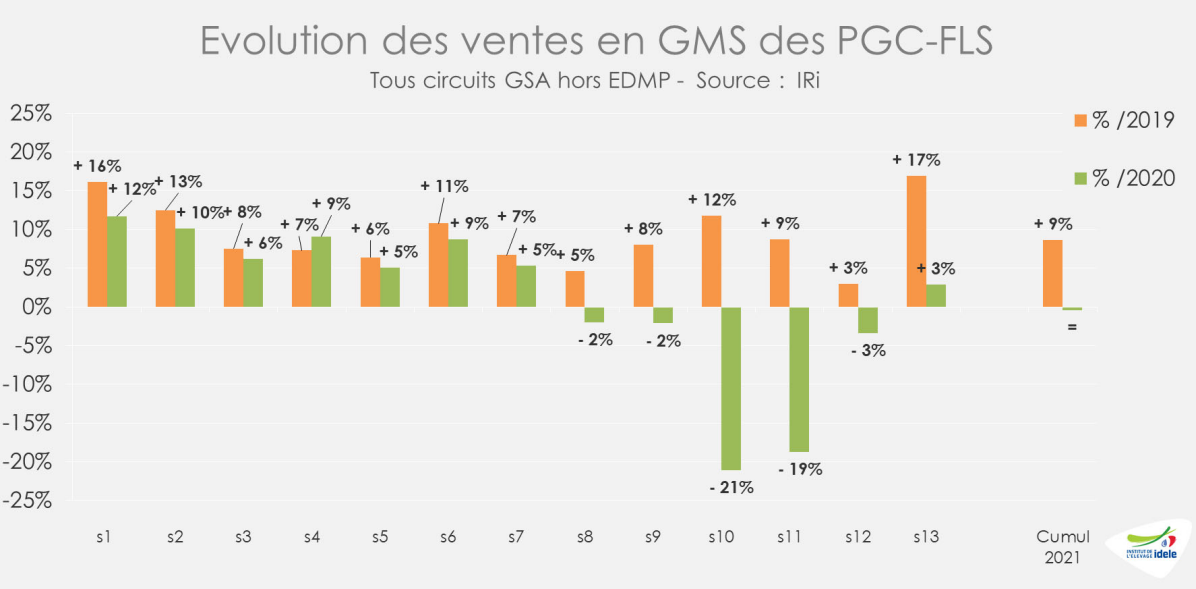
La restauration toujours affectée par les restrictions depuis la fin octobre

En France, le printemps ressemble à la fin de 2020 pour la restauration. En janvier, le chiffre d'affaires de la restauration traditionnelle a subit un nouvel effondrement en lien avec la poursuite des restrictions (-83% /2020). La restauration collective, partiellement ouverte, a connu une baisse d'ampleur moindre mais marquée (-36%). L'activité de restauration rapide résiste mieux (-20%) notamment grâce à la vente à emporter et aux livraisons, déjà largement développées avant la pandémie.

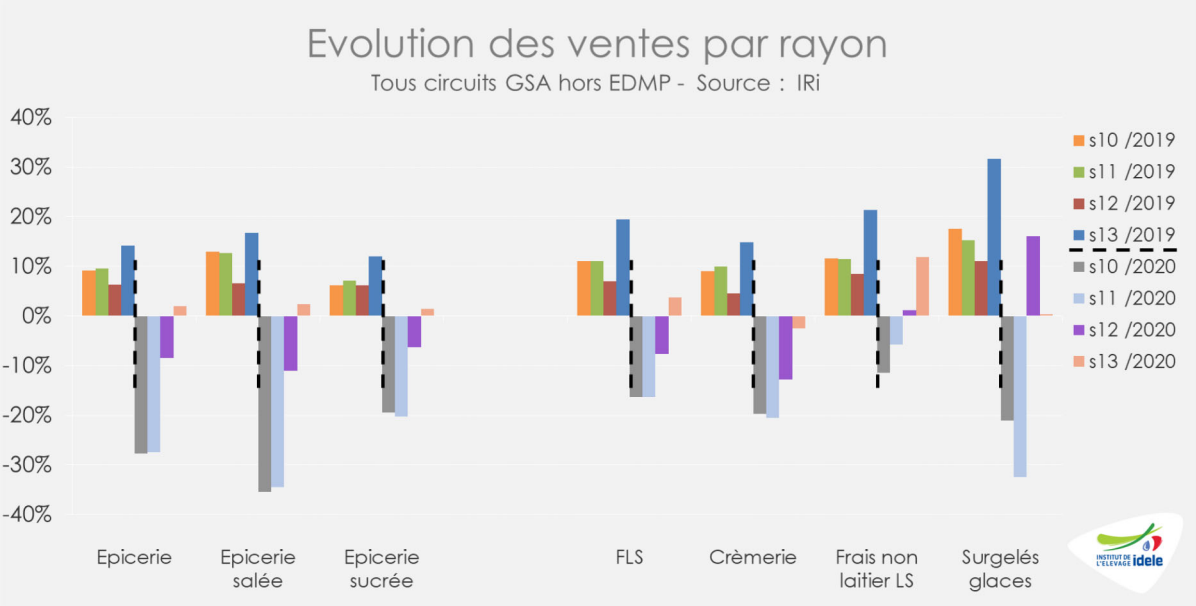


Des ventes au détail intermédiaires entre le confinement total et l'avant pandémie

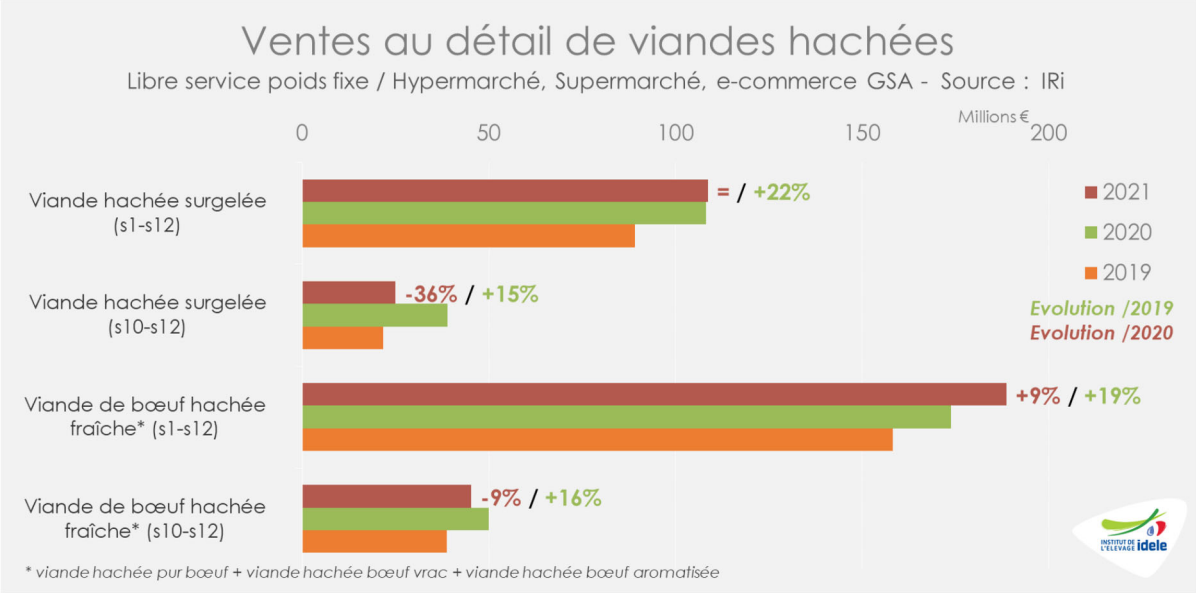
Les restrictions liées à pandémie continuent de reporter une partie des achats vers le commerce de détail. Les ventes de produits de grande consommation et de produits frais en libre-service (PGC-FLS) atteignent désormais des niveaux intermédiaires entre l'avant pandémie et le 1er confinement. Les premières mesures de restrictions en 2020 avaient débuté en semaine 11 (9 au 15 mars 2020) et entraîné alors une envolée des ventes au détail. D'après IRi, les ventes de PGC-FLS ont atteint des niveaux intermédiaires entre 2019 et 2020 en semaine 12 avant de rebondir en semaine 13 (+3% /2020 et +17% /2019), juste avant Pâques.



Le constat est également le même pour les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) et des ventes de surgelés (dont les viandes congelées). En semaine 13 (se terminant le 4 avril 2021), les ventes de produits frais non laitiers (+12% /2020 et +21% /2019) et dans une moindre mesure de surgelés (= /2020 et +32% /2019) sont restés soutenus.



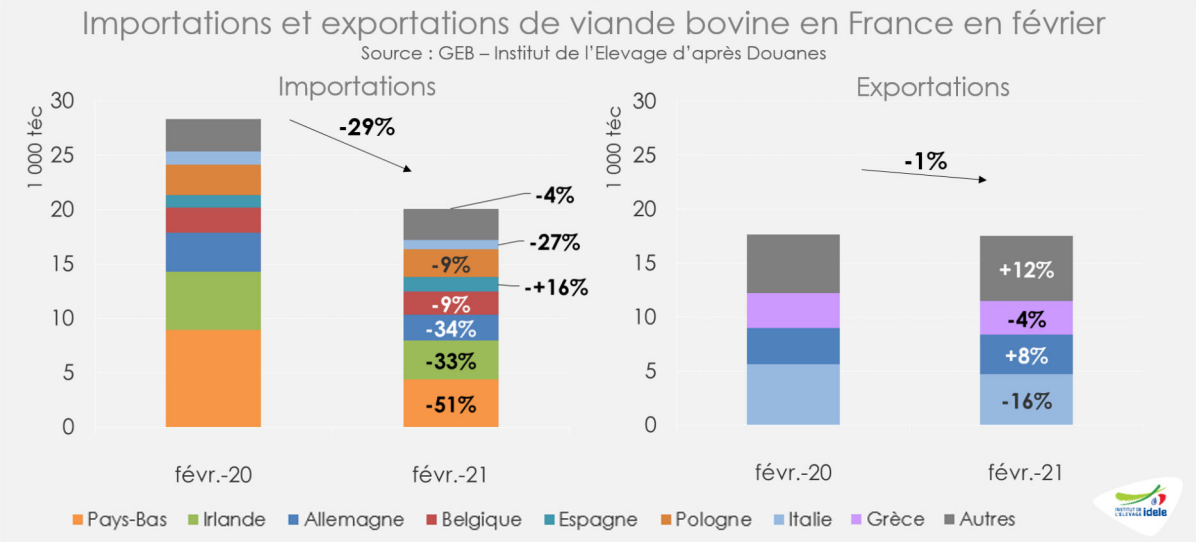
Le constat est aussi le même sur **les achats de viandes hachées** par les ménages. L'ampleur des hausses reste très marquée par rapport au 1er trimestre 2019, +19% /2019 sur les semaines 1 à 12 pour le haché frais et +22% /2019 pour le haché surgelé, mais bien moins par rapport à 2020 quand les ventes avaient explosé au début du 1er confinement (+9% /2020 sur les semaines 1 à 12 pour le haché frais, et égal pour le surgelé). Les achats de haché surgelé en 2020 avaient notamment été exceptionnels, portés par un mouvement de panique entraînant du stockage.



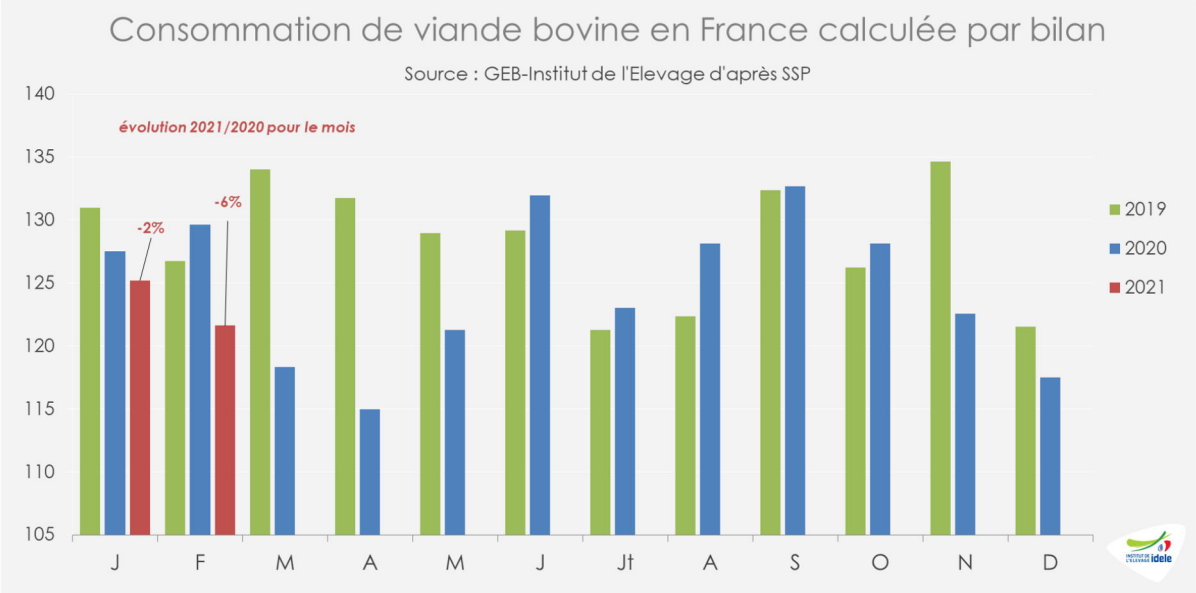
Nouvel effondrement des importations et poursuite de la dynamique de la consommation de VBF en février

D'après les Douanes, les **importations** françaises ont encore été restreintes en février 2021, à seulement 20 100 téc (-29% /2020). Parmi les principaux fournisseurs, seule l'origine Espagne a connu une progression (+16% /2020 à 1 300 téc). Si les autres origines ont enregistré des baisses d'ampleurs différentes, les importations depuis les Pays-Bas ont été divisées par deux à 4 400 téc (-51% /2020) ;

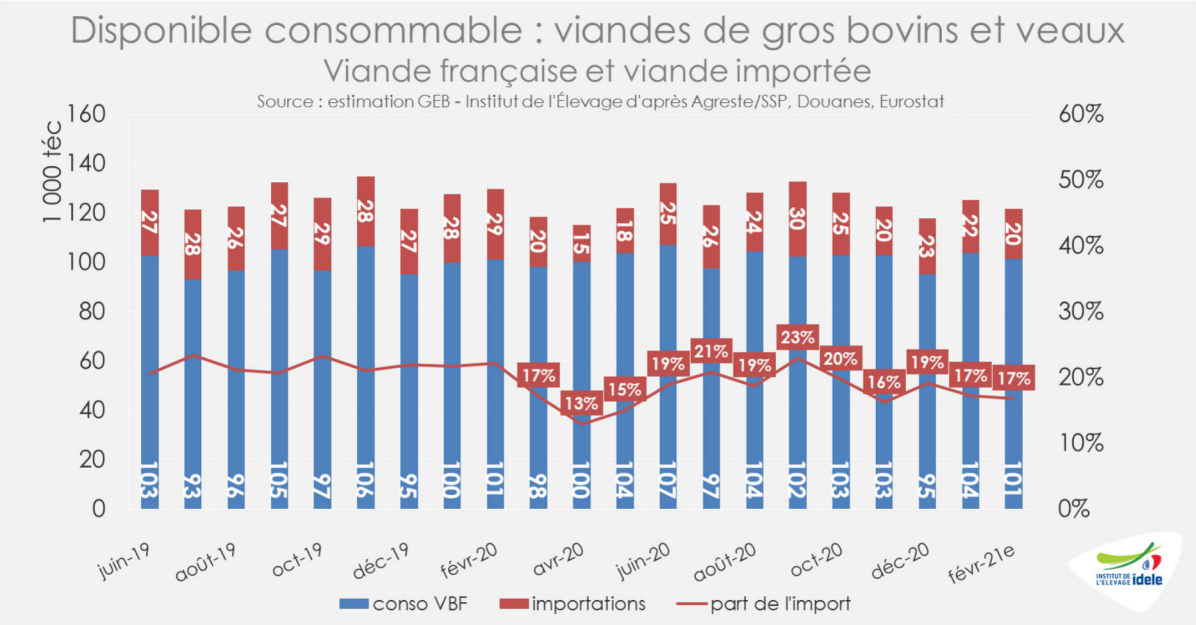
Les **exportations** françaises de viande bovine ont résisté à 17 600 téc (-1% /2020). Les envois vers l'Allemagne ont à nouveau été dynamiques (+8% /2020 à 3 600 téc). Les exportations de viande bovine vers la Grèce (-4% à 3 100 téc) et surtout vers l'Italie (-16% à 4 700 téc) ont cependant diminué. Alors qu'elles ont progressé de +12% vers les autres pays, notamment vers la Belgique (+10% à 2 000 téc) et les Pays-Bas (+25% à 1 000 téc).



Avec moins d'importations, **la consommation calculée par bilan** en février 2021 serait en baisse à 121 600 téc (-6% /2020).



Mais la part des imports dans les disponibilités totales resterait historiquement basse, à 17%. Ainsi, en février 2021, **la consommation de viande bovine française (veau inclus) aurait encore progressé**. Depuis le début de l'année, 204 900 téc de VBF ont été consommés en France (+2% /2020).



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Gros bovins » France »

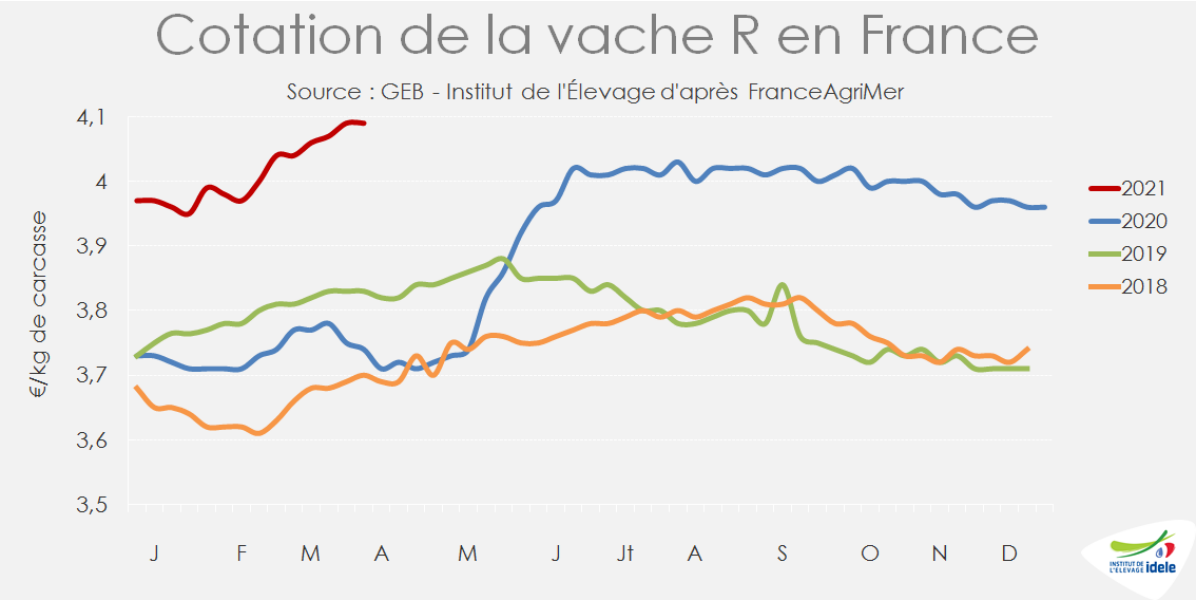
Prix soutenus par la demande en VBF

Dernière révision le 16 avril 2021

La forte demande pour la viande française soutient les prix des vaches. Les cours des JB se redressent grâce aux ventes vers l'Allemagne.

La vache R à 4,09 €/kg

La demande toujours très forte pour la viande française continue de doper les prix des femelles. En semaine 14, la vache U cotait 4,68 €/kg (+4% /2020 et 2019), la vache R 4,09 €/kg (+9% /2020 et +7% /2019), la vache O 3,18 €/kg (+8% /2020 ; = /2019) et la vache P 2,98 (+11% /2020 et +5% /2019).

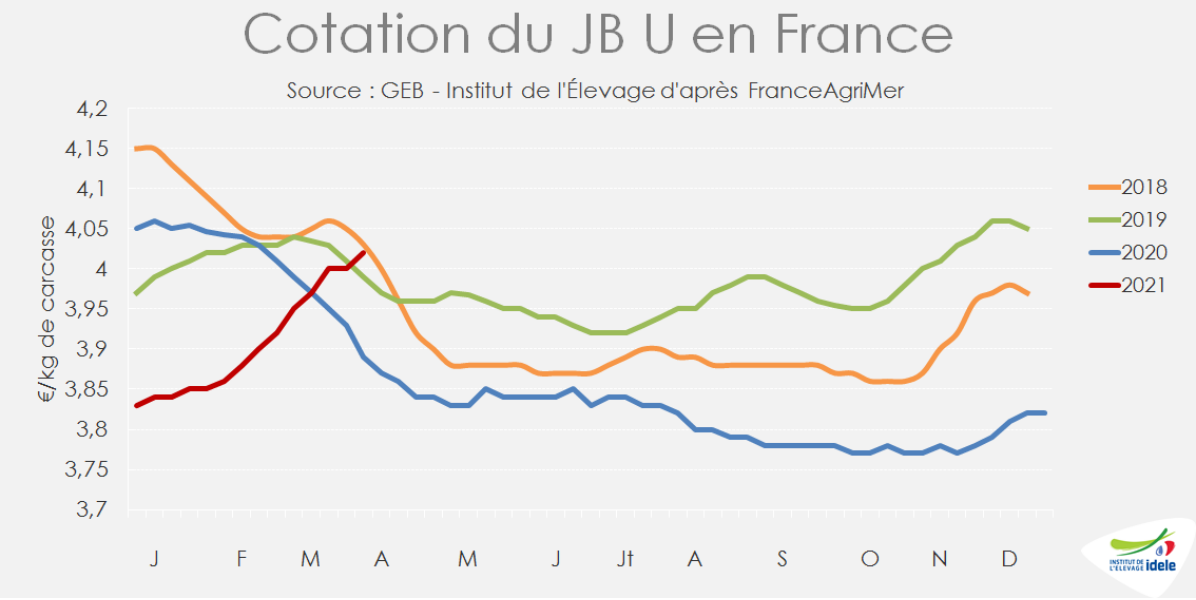


Avec la fermeture des restaurants depuis novembre et des cantines scolaires depuis le 5 avril, les Français prennent l'essentiel de leurs repas à domicile. Les ventes de viande dans les circuits de détail, où la viande française est privilégiée, restent donc particulièrement dynamiques (voir l'article sur la consommation).

L'offre est par ailleurs relativement abondante. Les abattages de vaches et génisses de race à viande en mars ont été en effet largement supérieurs à ceux des années précédentes (+10% /2020 sur les semaines 10 à 13). Sur la seule semaine 13, la hausse est de +28% en raison du très bas niveau de 2020, mais sur les semaines 10 à 12, la hausse était déjà de +7%. Les abattages de vaches laitières sont par ailleurs stables par rapport à 2020.

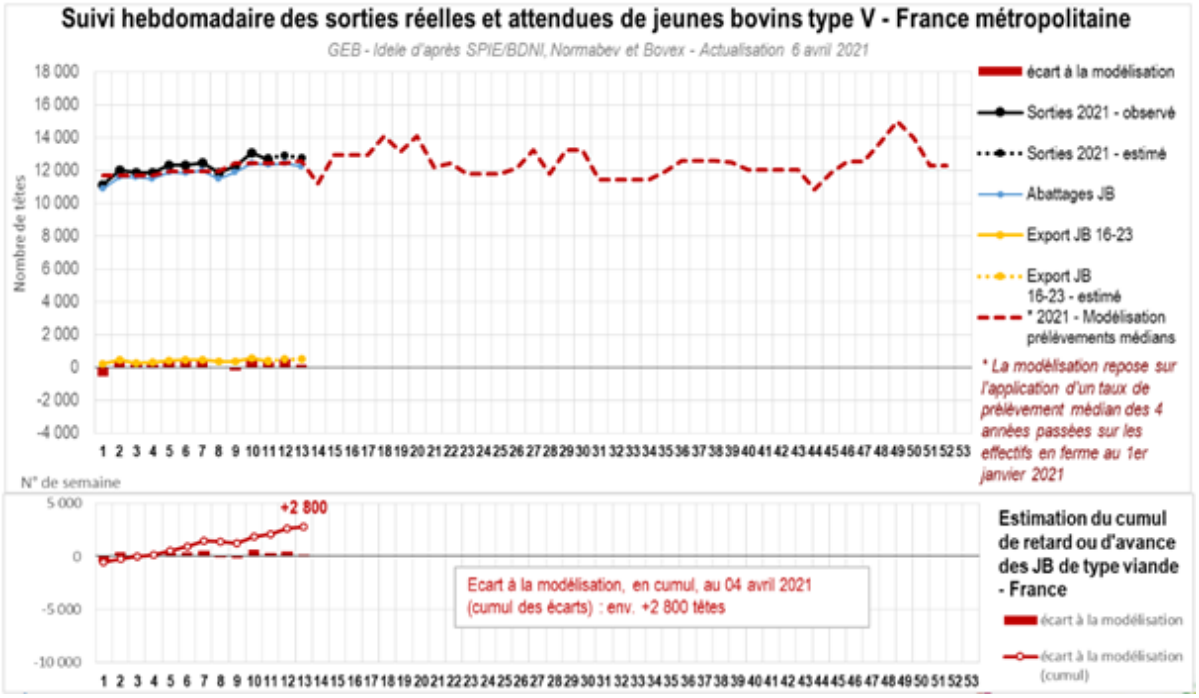
Les cours des JB sont remontés au-dessus du niveau de 2019

Le dynamisme des ventes vers l'Allemagne, où l'offre est en retrait et la demande forte (voir l'article sur les JB en Europe), tire les prix français à la hausse. Les cours des JB U et R ont gagné 25 centimes en 4 semaines, pour atteindre 4,02 €/kg pour le JB U (+3% /2020 et +1% /2019) et 3,84 €/kg pour le JB R (+4% /2020 et +1% /2019). La cotation du JB O reste quasi stable, à 3,33 €/kg (+1% /2020 et -2% /2019).



Les abattages de JB de type viande sur les 4 semaines s10 à s13 ont été légèrement supérieurs en 2021 à ceux de 2020 (+1%), avant que ces derniers ne s'effondrent (à partir de la s14 de 2020). Ces jeunes bovins étaient en moyenne âgés de 19 mois et 10 jours, soit 4 jours de moins qu'il y a un an, signe que le marché reste fluide. Les abattages de JB de type lait étaient également supérieurs à leur très bas niveau de 2020 sur les 4 mêmes semaines s10 à s13 (+9%), avec un âge moyen en baisse de 3 jours.

Par ailleurs, les sorties de JB sur les dernières 8 semaines sont légèrement supérieures à la prévision issue du modèle MODEMO, ce qui traduit un rythme de prélèvement plus dynamique des mâles en ferme que la tendance des 4 années antérieures. Au 4 avril, l'écart à la modélisation cumulé depuis le début de l'année atteignait +2 800 têtes.



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Un marché européen plus fluide

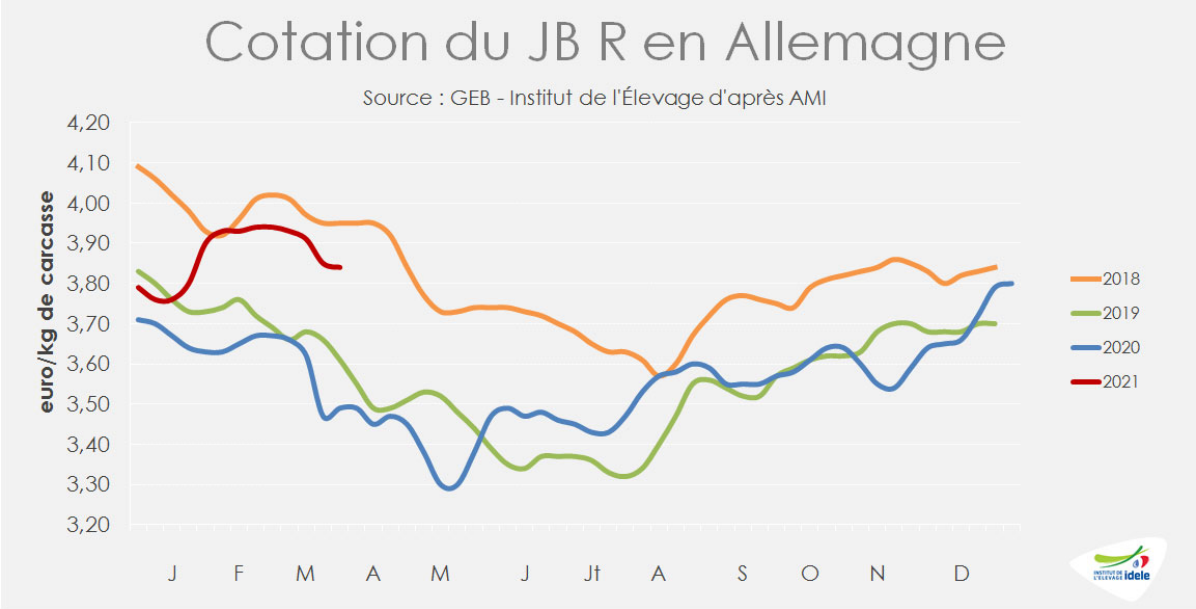
Dernière révision le 16 avril 2021

La baisse de production en Europe et la demande allemande dynamique fluidifient le marché du jeune bovin. Partout les prévisions de production sont en baisse.

ALLEMAGNE : -3% de production prévue en 2021… et +13% d'importation

En **Allemagne**, avec la baisse du cheptel, la production de viande bovine devrait se réduire de – 3% en 2021 d'après les prévisions du *Thünen Institut* et de AMI, pour tomber à 1,087 million de téc. Parallèlement, les importations progresseraient de +13%, à un niveau record de 516 000 téc, afin de fournir une consommation prévue en hausse.

Les abattages de taurillons sur les 5 semaines de mars étaient très inférieurs aux années précédentes (-12% /2020 et -4% /2019). Les prix restent à des niveaux historiquement élevés, même s'ils ont entamé leur baisse saisonnière. Le JB U cotait 3,88 €/kg de carcasse début mars (+11% /2020 et +9% /2019), le JB R 3,84 €/kg (+11% /2020 et +10% /2019) et le JB O 3,62 €/kg (+12% /2020 ; +10% /2019).

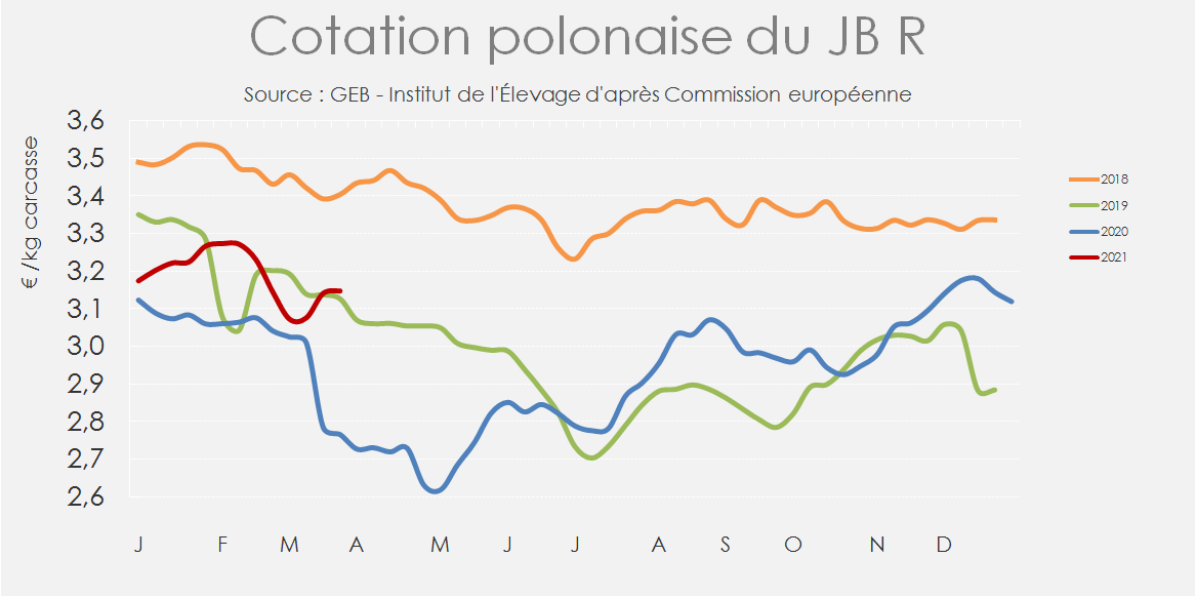


POLOGNE : la production baisserait de -1% en 2021

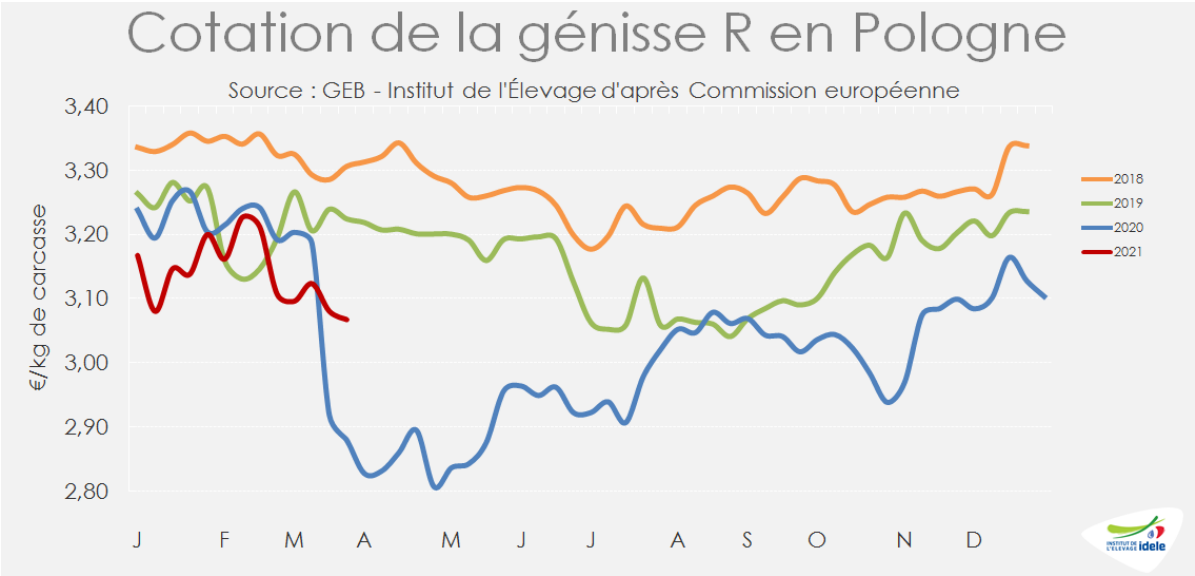
La production **polonaise** de viande bovine semble avoir atteint une apogée en 2018. Elle stagne depuis autour de 560 000 téc. Elle pourrait même reculer de -1% en 2021 d'après les experts polonais du PZPBM. En effet le

cheptel bovin recule et l'import de petits veaux ne compense plus la baisse des naissances.

Les prix polonais ont d'abord chuté début mars avec la crainte de la 3ème vague en Europe et les divers reconfinements, mais ils se sont vite redressés et dépassent même désormais leur niveau de 2019, loin des abysses atteints en 2020. Le JB R cotait 3,15 €/kg de carcasse fin mars (+14% /2020 et +1% /2019) et le JB O 3,03 €/kg (+12% /2020 et = /2019).

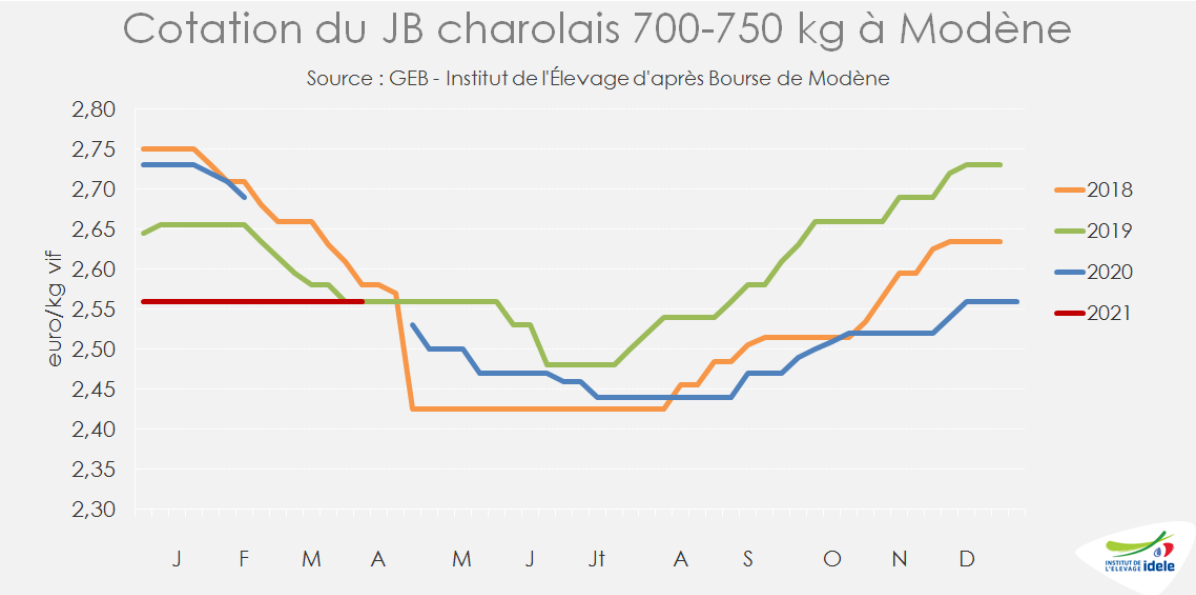


La génisse R, principalement destinée au marché italien, a toutefois plus de mal à se redresser. La nouvelle fermeture des restaurants en Italie depuis la deuxième semaine de mars, et qui devrait se prolonger tout le mois d'avril, fait pression sur les cours. La génisse R cotait 3,07 €/kg fin mars (+7% /2020, mais -5% /2019).

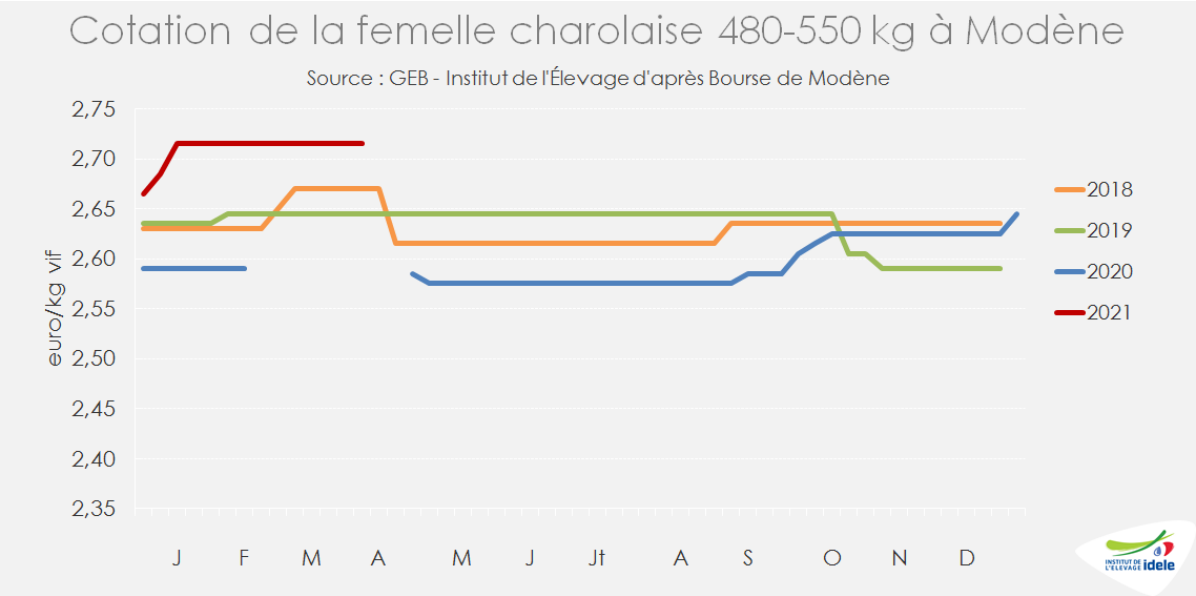


ITALIE : prix stables

En **Italie**, les prix des mâles finis ont démarré l'année à un bas niveau, mais n'ont pas subi de baisse saisonnière. Ils ont ainsi rattrapé leur niveau de 2019. L'an dernier à la même époque, les réunions de cotation à Modène étaient suspendues en raison du confinement drastique en mars et avril 2020. Cette année, le mâle charolais de 700-750 kg cotait 2,56 €/kg vif en semaine 14 (= /2019) et le mâle limousin 2,75 €/kg vif (-1% /2019).

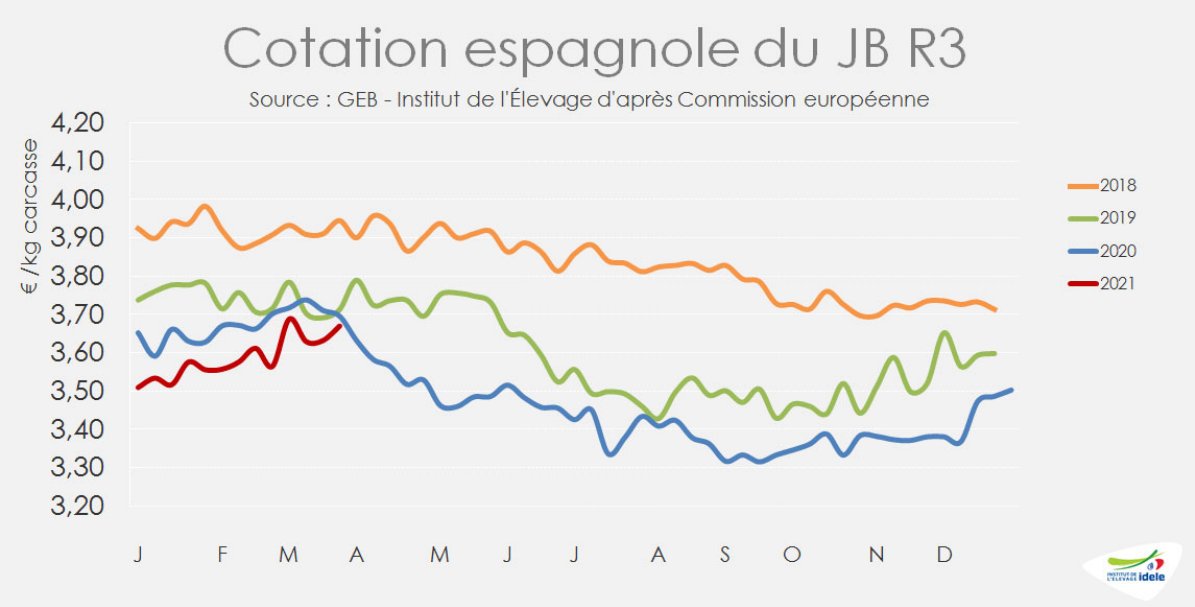


Malgré les restrictions de circulation pour le week-end pascal, l'absence de touristes et la fermeture des restaurants jusqu'à fin avril, le marché semble relativement fluide pour les animaux engraissés en Italie. Contrairement à l'an dernier, il ne semble pas y avoir de surstock dans les étables italiennes et le marché des femelles reste même relativement tendu. La demande pour la viande de génisses engraissées en Italie reste forte, ce qui soutient les prix des femelles, à 2,72 €/kg vif pour la Charolaise début avril (+3% /2019) et 2,92 €/kg pour la Limousine (-1% /2019).



ESPAGNE : les prix remontent, mais la hausse des charges inquiète

En **Espagne**, les cours des JB reviennent de très bas et poursuivent leur rétablissement. La cotation du JB R a regagné 10 centimes en un mois, pour s'établir à 3,67 €/kg de carcasse fin mars (-1% /2020 et -1% /2019). La hausse des coûts d'alimentation inquiète les engraisseurs espagnols qui utilisent très majoritairement des rations sèches très énergétiques, car elle participe à la hausse du prix des animaux finis.



D'après les prévisions de l'ASOPROVAC, la production espagnole de viande bovine devrait baisser de -2,4% en 2021, ce qui pourrait contribuer à soulager le marché européen du jeune bovin.

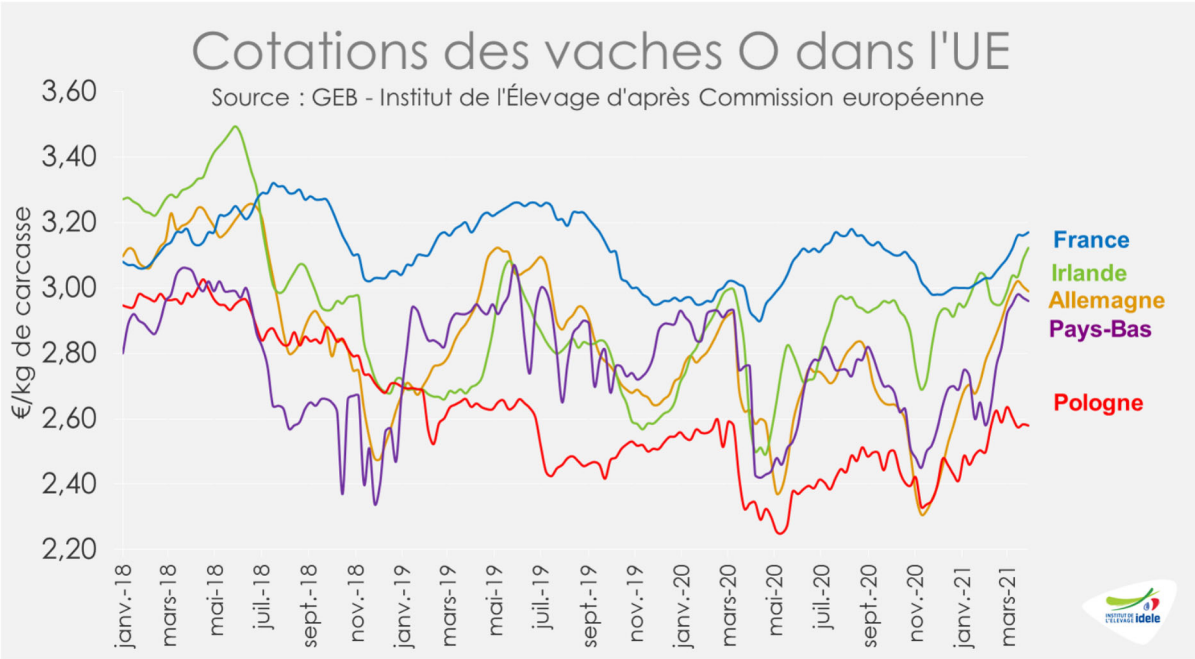
Les restaurants ont pu rouvrir leurs portes en début d'année, avec plus ou moins de restrictions selon les communautés autonomes, ce qui a permis de redynamiser quelque peu la consommation. Quelques touristes internationaux, français et allemands notamment, sont également revenus en Espagne et dans ses îles (Baléares et Canaries). Les Espagnols ont toutefois été mis sous cloche pour le week-end de Pâques avec l'interdiction de se déplacer. Les restrictions se lèvent à présent progressivement. Le gouvernement affiche la date du 9 mai pour un retour à une vie sans interdictions…

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Offre globalement limitée et cours soutenus

Dernière révision le 16 avril 2021

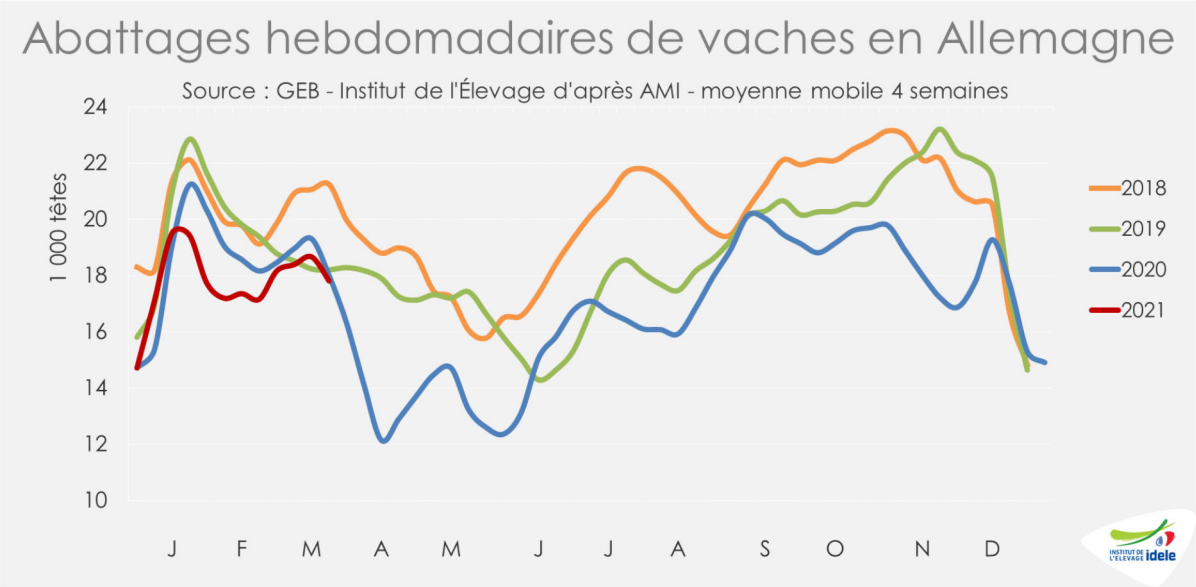
L'offre globalement limitée continue de soutenir la hausse saisonnière des cours des vaches de réforme en Europe. Les restrictions autour de la restauration soutiennent toujours les ventes au détail, notamment pour le haché et les autres transformations.



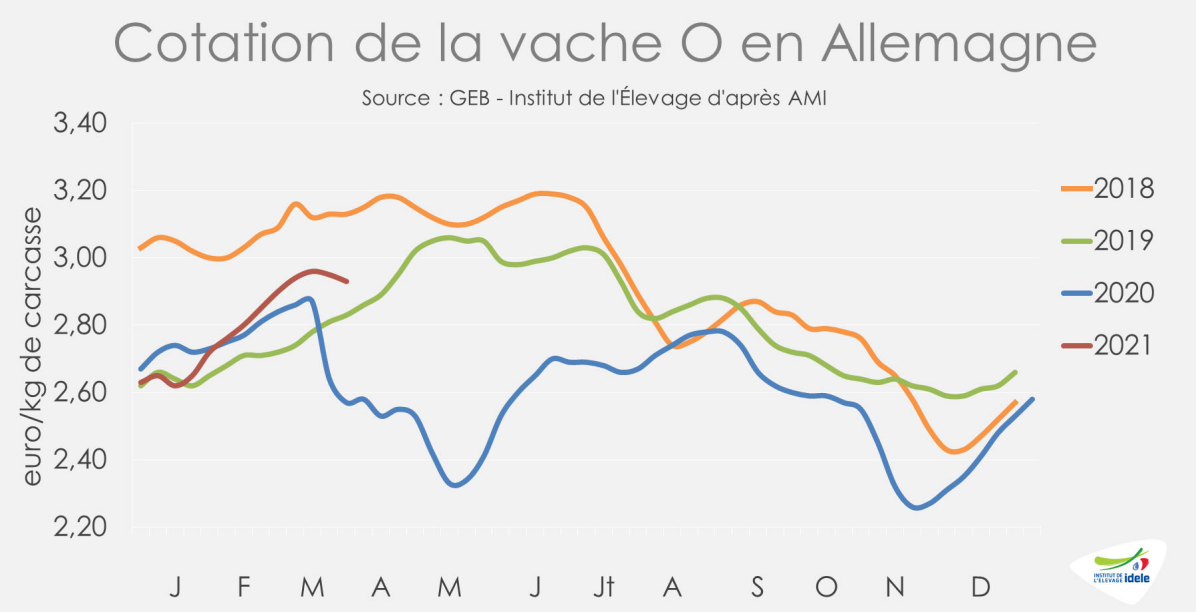
ALLEMAGNE : demande soutenue et offre limitée soutiennent les cours

En **Allemagne**, l'offre de vaches reste limitée alors que la demande de viande de réforme est toujours vive. Le temps froid récent a prolongé la période de consommation de viande de vache notamment utilisée par les transformateurs pour la production de viande hachée, de soupes et de ragoûts. Les ventes au détail des viandes de vache bénéficient aussi de la prolongation des restrictions autour de la restauration : celle-ci restera fermée outre-Rhin au moins jusqu'au 18 avril comme l'ensemble des commerces non essentiels, les lieux de loisirs, de sport et de soins corporels.

La demande allemande au détail fait face à une offre nationale de bovins d'abattage toujours contenue, notamment en réformes. Sur les 4 dernières semaines de mars 2021 (s10 à 13), les abattages de vaches ont été à nouveau limités (-1% /2020 et -2% /2019) alors même que ces semaines de 2020 correspondaient aux premières semaines de restrictions liées à la pandémie, avec alors un fort ralentissement des abattages.



L'offre insuffisante continue de soutenir les cotations. Le cours de la vache O reste relativement élevé. En semaine 13, il atteignait 2,93 €/kg de carcasse (+14% /2020 et +4% /2019). C'est 35 centimes de plus qu'en début d'année. D'après AMI, si les cours se sont stabilisés à la mi-mars, le marché des femelles devrait rester soutenu en avril d'autant que les perspectives d'offre restent limitées.



Irlande : les cours progressent à nouveau

En **Irlande**, le cheptel bovin avait reculé de 30 000 têtes au 31 décembre 2020 (-1% /2019), à 6,5 millions de têtes. Le nombre de vaches atteignait 2,4 millions de têtes, en léger repli (-4 000 têtes /2019). Les dynamiques restent inversées suivant l'orientation du cheptel : +30 000 têtes (+2%) pour les vaches laitières et -34 000 têtes (-4%) pour les vaches allaitantes.

Cheptel de bovin en Irlande au 31 décembre

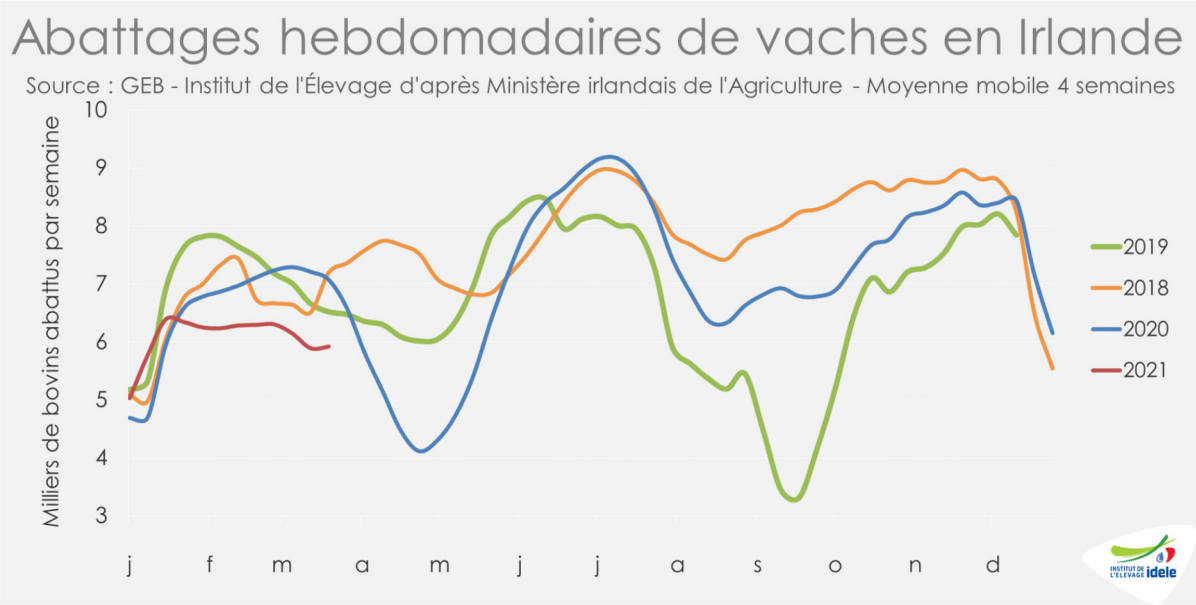
Source : Central Statistics Office Ireland

1 000 têtes	2018	2019	2020	2020 /2019
Cheptel total	**6 594**	**6 560**	**6 529**	**-1%**
Cheptel reproducteur	**2 351**	**2 383**	**2 379**	**=**
Vaches laitières	1 369	1 426	1 456	2%
Vaches allaitantes	982	957	923	-4%
Taureaux*	53	52	50	-4%
Total autre cheptel	**6 593**	**6 559**	**6 529**	**-1%**
Autres femelles	**4 634**	**4 661**	**4 644**	**=**
>2ans	255	261	230	-12%
1-2ans	976	962	956	-1%
<1an	1 051	1 056	1 080	2%
Autres mâles	**1 959**	**1 898**	**1 885**	**-1%**
>2ans**	155	171	116	-32%
1-2ans**	803	769	743	-3%
<1an	949	906	977	8%

** taureaux reproducteurs uniquement / ** hors taureaux / *** hors vaches*

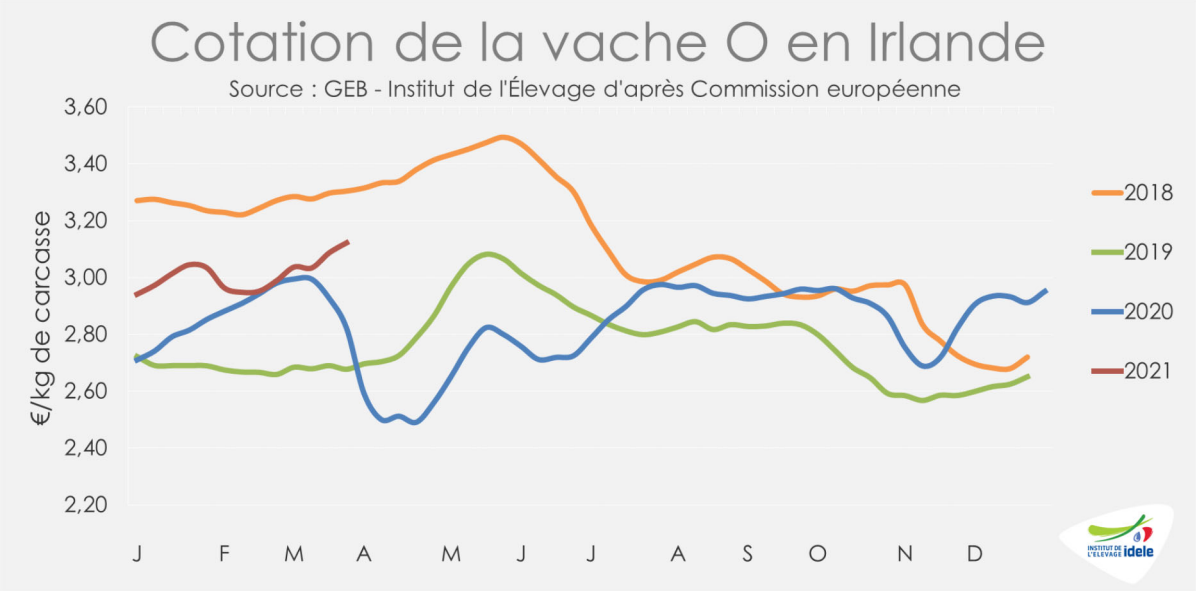
Et les effectifs d'animaux de plus de 2 ans disponibles pour l'abattage étaient alors en net retrait. Après la hausse de +2% en tonnage en 2020, les experts de *Bord Bia* tablent désormais sur une baisse très marquée de la production irlandaise de viande bovine en 2021 (-9% /2020).

En mars, l'offre est restée limitée dans toutes les catégories. Les abattages de gros bovins pour l'export ont été en très net retrait sur les 4 dernières semaines de mars (-16% /2020 et -10% /2019) d'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'agriculture irlandais. La baisse des abattages de vaches réformes a été de même ampleur (-16% /2020 et -9% /2019).



La demande des abattoirs en bovins finis est pourtant restée soutenue pour répondre à la demande au détail pour les fêtes de Pâques, notamment au Royaume-Uni. La réouverture partielle des restaurants britanniques mi-avril a récemment amplifié cette tendance.

Les cours irlandais en ont nettement profité. En semaine 13, la cotation de la vache O atteignait 3,12 €/kg de carcasse (+11% /2020 et +17% /2019) soit 13 centimes de plus en un mois (+4%).



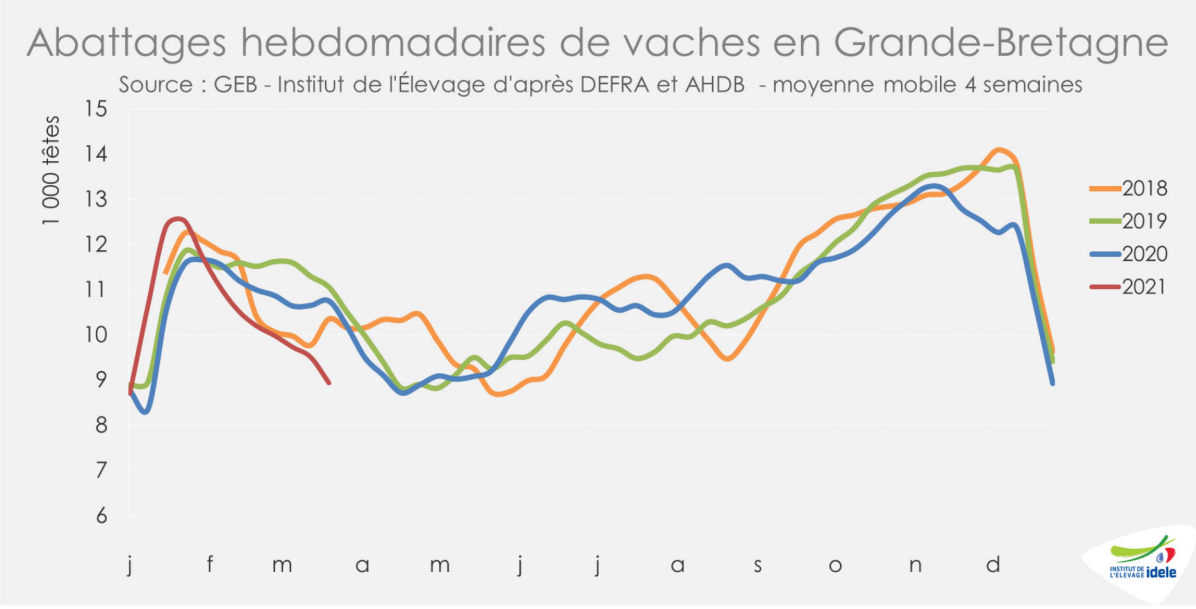
Le cours du bœuf R irlandais a suivi la même tendance, portée notamment par la demande britannique. Il cotait 3,86 €/kg de carcasse en semaine 13 (+6% /2020 et +6% /2019) reprenant 9 centimes en un mois (+2%).

Malgré le dynamisme du marché britannique, les opérateurs irlandais poursuivent leur stratégie de diversification de la clientèle à l'export. Début avril, les discussions avec les autorités sud-coréennes avaient progressé quant à l'ouverture de ce marché pour les bovins de moins de 30 mois (y compris avec os). Elle devrait être effective sous peu.

En attendant, les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée irlandaise ont été limitées en janvier 2021. 42 100 téc ont été expédiées (-15% /2020) d'après *Bord Bia*. Les envois vers le Royaume-Uni semblent avoir été relativement peu affectés par le retour de procédures douanières (-5% /2020).

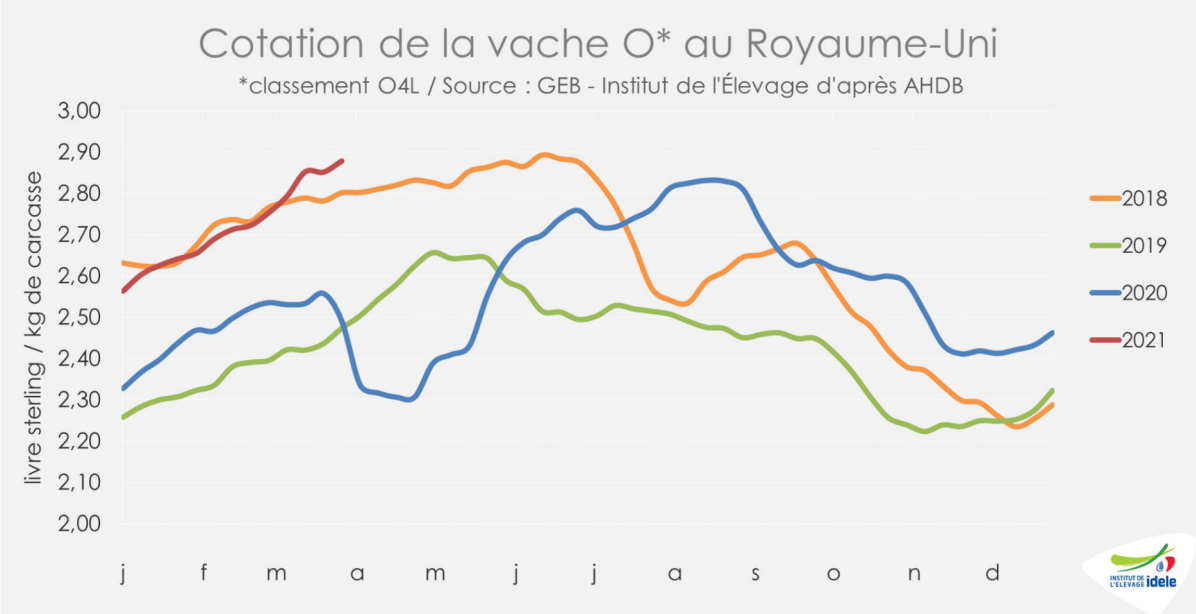
Royaume-Uni : les cotations battent des records

Au **Royaume-Uni**, les abattages de gros bovins sont désormais limités pour toutes les catégories. Sur les quatre dernières semaines connues (s.10 à 13), ceux-ci ont été en net retrait (-10% /2020 et -6% /2019). Face à une offre limitée, les abattages de bœufs (-7% /2020), génisses (-7%) et JB (-17%) comme ceux de vaches (-17%) ont enregistré un net recul.



La demande au détail est restée forte en attendant la réouverture des terrasses de pubs et de restaurants le 12 avril dernier. La levée de toutes les restrictions est prévue, si tout va bien, le 21 juin.

Avec une offre limitée, la hausse saisonnière des cours est bien plus marquée qu'habituellement. Début avril, la cotation de la vache O atteignait 2,88 £/kg de carcasse (+17% /2020 et +19% /2019), soit 3,38 €/kg de carcasse en semaine 13. Et les cotations de toutes les catégories flirtent avec des niveaux record.



L'offre britannique devrait restée limitée. Selon la dernière enquête, le cheptel bovin britannique totalisait 9,4 millions de têtes au 1er décembre 2020 (-1% ou -93 000 têtes /2019). Le cheptel de vaches, qui représente plus d'un tiers des bovins, a également diminué (-1%) à 3,3 millions de têtes, au même rythme pour le cheptel laitier qu'allaitant (-1%).

Toutes les classes d'âge sont à la baisse sauf les bovins de moins d'un an, tant femelles (+3% ou +47 000 têtes) que mâles (+1% ou +14 000 têtes).

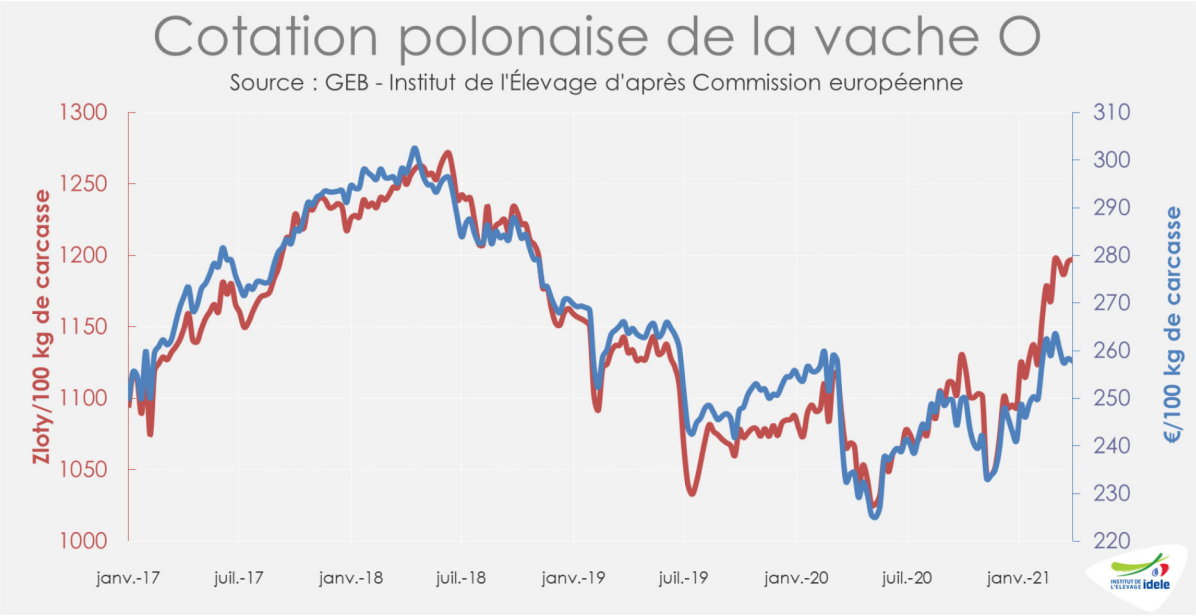
Cheptel de bovin au Royaume-Uni en décembre

Source : AHDB, d'après DEFRA

1 000 têtes	2019	2020	2020 /2019
Cheptel total de femelles	**6 954**	**6 906**	**-1%**
Cheptel vaches	**3 337**	**3 307**	**-1%**
Cheptel allaitant	1 470	1 451	-1%
Cheptel laitier	1 867	1 856	-1%
Autres femelles (>2ans)	637	570	-11%
Femelles (1-2ans)	1 405	1 408	=
Femelles (<1an)	1 574	1 621	+3%
Cheptel total de mâles	**2 504**	**2 460**	**-2%**
Mâles (>2ans)	289	247	-14%
Mâles (1-2ans)	929	912	-2%
Mâles (<1an)	1 286	1 300	1%
Cheptel total	**9 459**	**9 366**	**-1%**

POLOGNE : la troisième vague n'affecte pas les cours des réformes en zloty

Alors que la production polonaise devrait se contracter en 2021, la cotation polonaise de la vache O a perdu 4 centimes d'euros en un mois pour tomber à 2,62 €/kg de carcasse en semaine 13, niveau cependant supérieur à la première crise du Covid-19 (+11% /2020 ; -3% /2019).



Mais c'est en fait la dépréciation du zloty qui joue à plein. Sur la même période, le cours de la vache O est resté stable en zloty. Et depuis le début de l'année, la cotation s'est nettement appréciée en devise locale (+9%). Ces prix polonais plus compétitifs ont profité à l'export, notamment pour la transformation en début d'année.

Viandes bovines » Maigre »

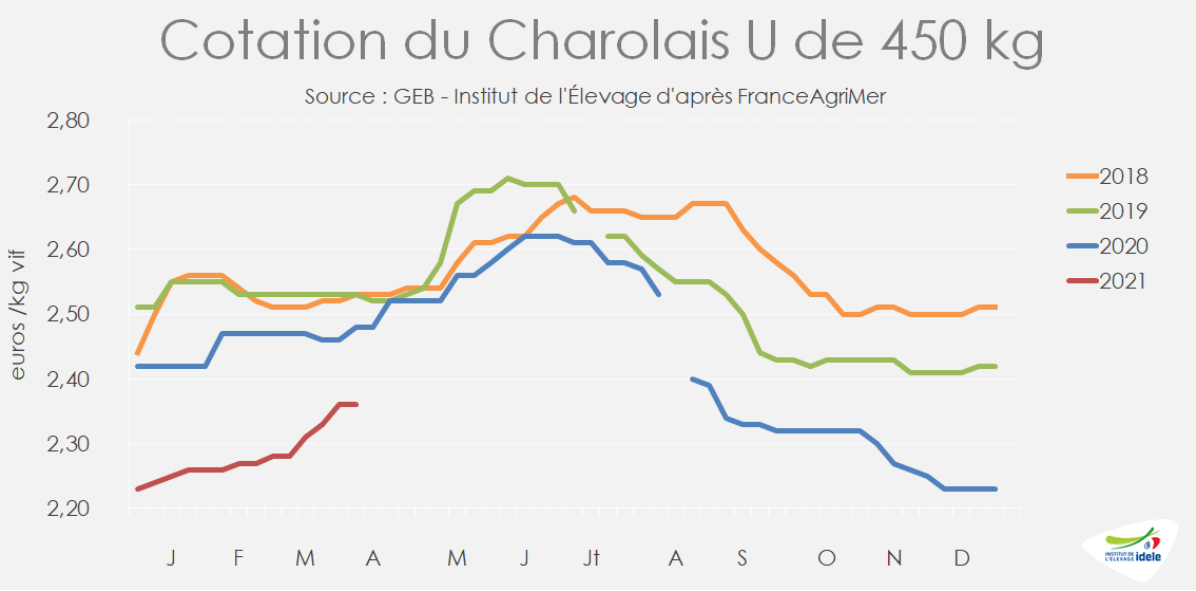
Une vive remontée du prix des broutards mâles… qui ne comble pas encore le gap avec les années précédentes

Dernière révision le 16 avril 2021

Les prix des broutards mâles ont entamé une hausse marquée depuis début mars, mais l'écart reste encore très important avec les cotations des années précédentes. L'offre plus modeste en cette saison ainsi que des envois de broutards vers les pays tiers ont soutenu les prix. Les cours des femelles, toujours très demandées, sont restés fermes.

Hausse saisonnière des cotations des mâles, maintien des prix en femelles

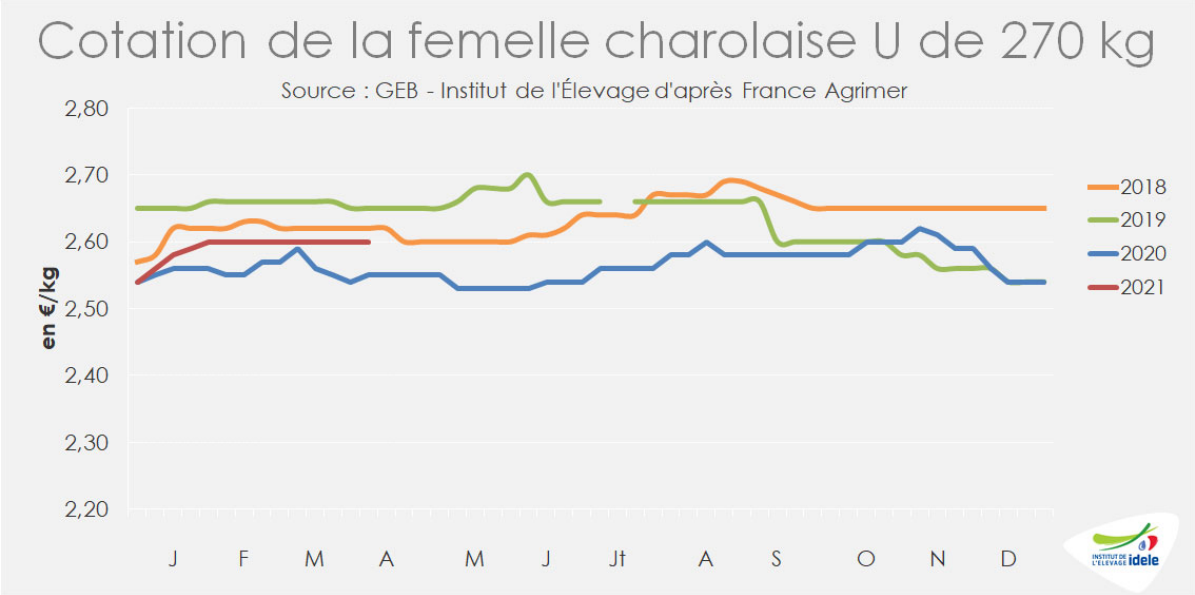
Depuis début mars, les cotations des broutards mâles ont entamé une nette remontée saisonnière, mais elles restaient encore largement en-dessous des valeurs des années précédentes en cette saison.



En semaine 14, le Charolais U de 450 kg cotait 2,36 €/kg soit -12 cts /2020 (-4%) contre -19 cts /2020 il y a quatre semaines. Le Charolais U de 350 kg réduisait lui aussi l'écart avec les cours 2020 en s14 à 2,59 €/kg soit -16 cts /2020 (-6% /2020 et -7% /2019). Ce rebond des cotations s'explique à la fois par la réduction saisonnière des disponibilités en animaux maigres en fin de printemps et aussi par les envois de broutards supplémentaires vers les pays-tiers en mars (voir plus bas).

Les cours des femelles se sont maintenus, face à une demande toujours très intense tant en Italie qu'en France. Cette tendance était renforcée par la raréfaction saisonnière de l'offre. En s14, la Limousine E de 270 kg cotait 2,82 €/kg soit +7 cts /2020 (+3%) et +1% /2019.

Les cours se sont même appréciés de +3 cts en quatre semaines. Le cours de la Charolaise U de 270 kg restait stable sur 4 semaines à 2,60 €/kg, un niveau intermédiaire entre celui de 2020 (+2%) et 2019 (-2%).



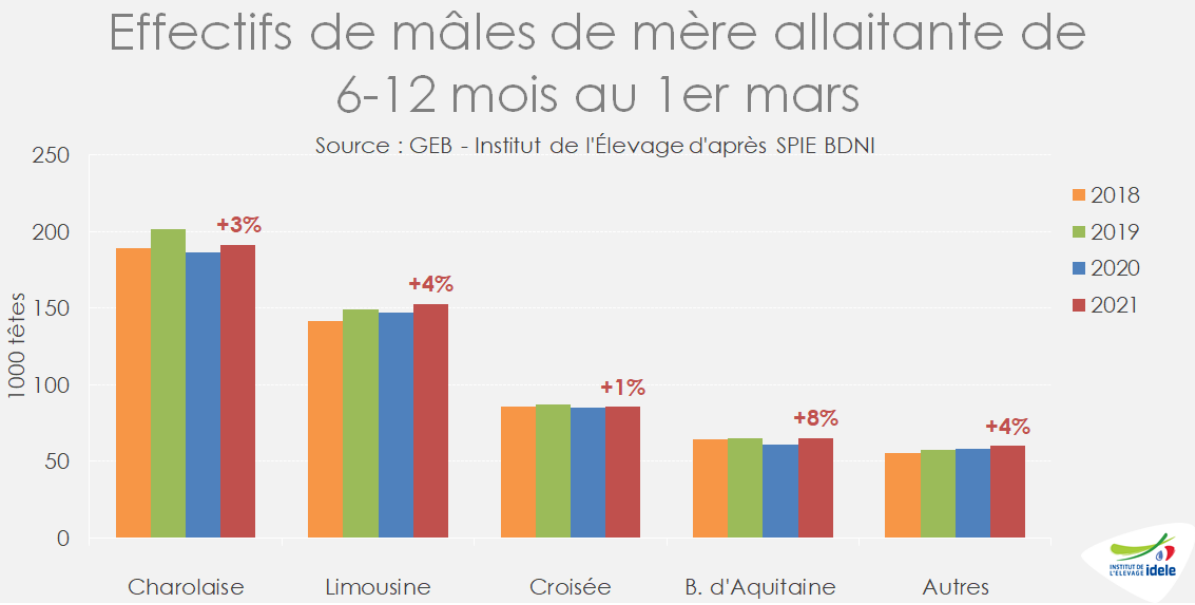
Légère hausse du rythme des naissances en février

Au mois de février, 362 000 veaux de mère allaitante sont nés soit -0,6% /2020. Cependant, février 2020 présentait un jour supplémentaire par rapport à 2021 (année bissextile) ce qui induit toutes choses égales par ailleurs une hausse des naissances de +2,9% en février 2021. En cumulé sur la campagne 2020-2021 démarrant en juillet, SPIE-BDNI a enregistré 2 289 000 naissances de mère allaitante, en légère hausse de +0,7% /2019-2020 grâce aux meilleurs résultats lors de la saison de reproduction en 2020 par rapport à 2019.

Au 1er mars, les effectifs de vaches allaitantes restaient quant à eux en recul de -1,4% /2020 avec 3 796 000 vaches présentes.

Au 1er mars, effectifs de broutards en hausse par rapport à 2020

Au 1er mars, les effectifs de broutards de 6-12 mois (mâles de mère allaitante) en ferme étaient de 556 000 têtes en France, en hausse de +3% /2020. La progression atteignait +3% en Charolais, +4% en Limousins, +8% en Blonds d'Aquitaine, +4% dans les autres races. Le 1er février, ces effectifs étaient déjà en hausse de +2% /2020.



Les mâles de mère allaitante plus jeunes (0-6 mois) étaient au nombre de 912 000 têtes, un effectif stable par rapport à 2020 et à -2% /2019.

Exports de broutards plutôt dynamiques en cumulé depuis début 2021

D'après SPIE-BDNI, en cumulé sur les semaines 1 à 8, les envois de broutards (bovins mâles et femelles de type viande de 4-16 mois) ont atteint 195 000 têtes, soit +6% /2020 et +4% /2019, dont 124 000 mâles (+4%/2020

et 70 000 femelles (+9% /2020) portés par une semaine 1 très dynamique en 2021, démarrant après les fêtes le lundi 4 janvier. Entre les semaines 5 et 8 (février) le commerce avait ralenti avec 94 000 broutards exportés, soit -4% /2020.

Selon TRACES, sur les semaines 9 à 14 (de début mars au 10 avril), 111 000 bovins de tous âges ont été exportés vers l'Italie, soit -2% /2020.

En février selon les Douanes françaises, les exports de broutards vers l'Espagne restaient en retrait de -23% /2020 avec 22 500 têtes, dans la continuité des baisses d'envois de broutards vers l'Espagne enregistrés depuis un an. Par la suite, selon TRACES (tous bovins de tous âges confondus) les envois vers l'Espagne ont bondi de +15% /2020 de début mars au 10 avril, en broutards comme en veaux, aidés par la hausse des cours du JB espagnol.

En février, des exports actifs vers l'Algérie

Selon les Douanes françaises, 7 000 broutards ont été exportés vers les pays tiers en février, soit +15% /2020. L'Algérie a représenté la totalité des envois, après un mois de janvier 2021 très ralenti comparé à 2020. Cependant, l'export de génisses laitières n'a pas pu reprendre depuis la suspension côté algérien fin décembre. En mars, 4 000 broutards sont partis vers Israël. Un autre envoi se prépare. En revanche, la Tunisie, qui est fortement frappée par l'absence de touristes, n'est plus aux achats depuis le début de l'année.

Loi de Santé Animale au 21 avril : accord des Espagnols pour réduire la période d'attente avant départ vers l'Espagne de broutards vaccinés

Dans la cadre de la LSA entrant en vigueur le 21 avril 2021, les Espagnols accepteront dorénavant des broutards vaccinés avec seulement 10 jours d'attente après la 2ème injection de vaccin FCO (contre 60 pour la règle générale). Pour l'Italie, les mesures actuellement en vigueur en ce qui concerne la FCO et l'envoi de broutards sont prolongées, avec un délai d'attente réduit de 10 à 7 jours.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

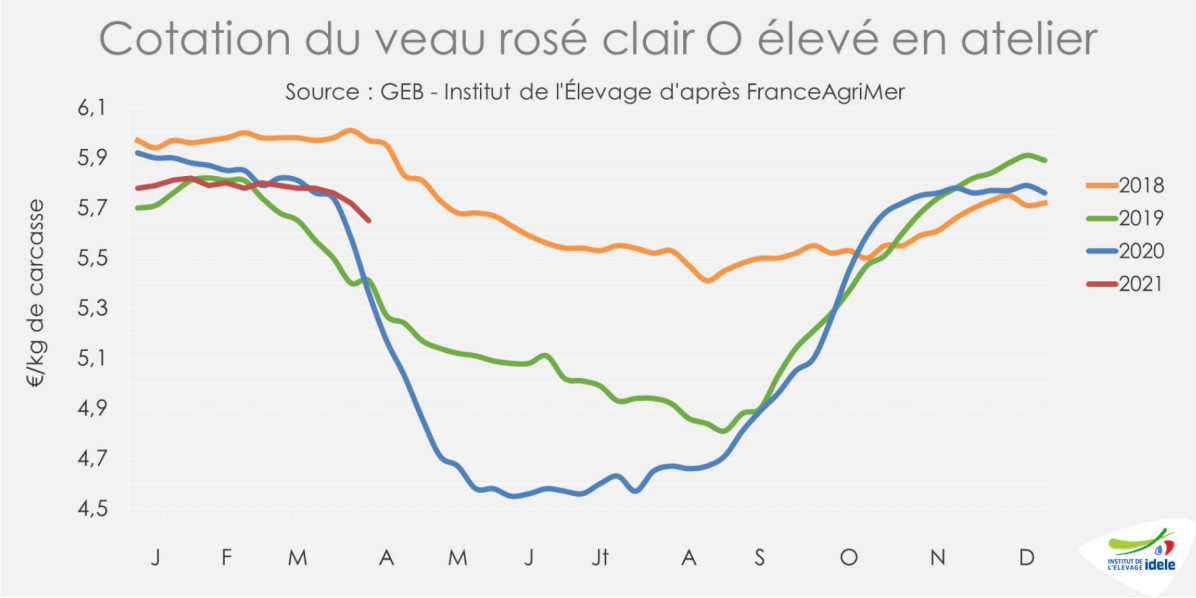
Alourdissement saisonnier du marché

Dernière révision le 16 avril 2021

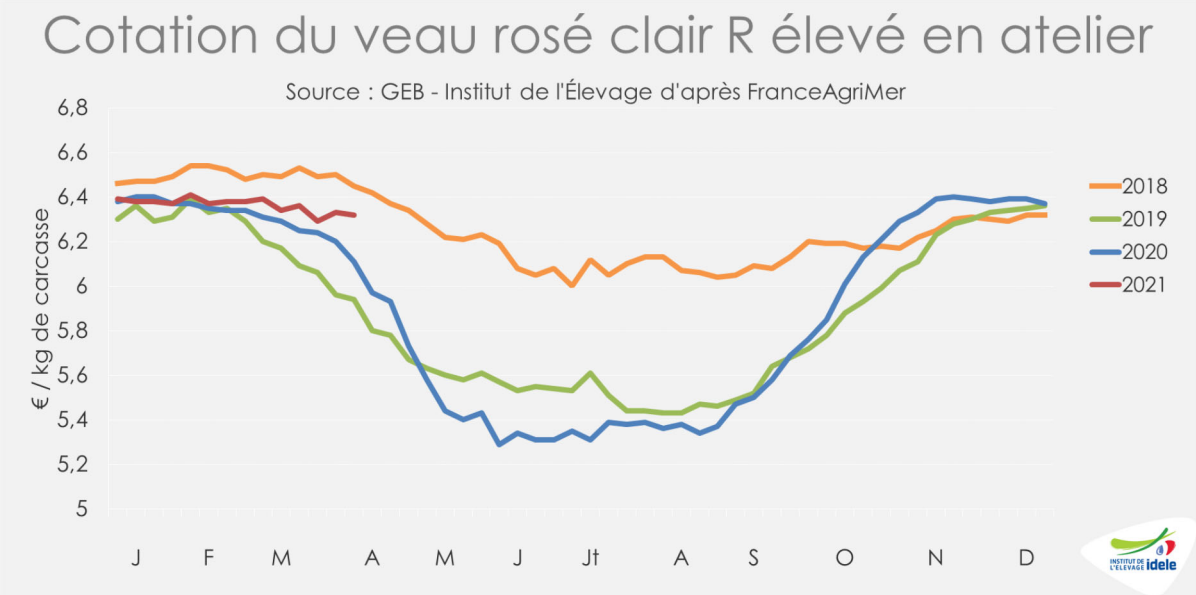
Après une relative stabilité depuis novembre, le cours du veau rosé clair O a entamé sa baisse saisonnière fin mars. La diminution printanière de la consommation de viande de veau est accentuée par le renforcement des mesures sanitaires, notamment la fermeture des établissements scolaires, qui déséquilibre le marché français. Le marché néerlandais est très encombré avec un excédent d'offre, les intégrateurs ayant anticipé à tort une réouverture de la RHD dès le début du printemps…

Les cours ont entamé fin mars leur baisse saisonnière

La cotation du veau de boucherie rosé clair O, qui reflète le marché des veaux laitiers élevés en atelier, est restée quasiment stable de novembre à mars, témoignant d'un marché relativement équilibré. Mais dès la mi-mars, les températures printanières des semaines 11 et 12 ont entrainé un recul des achats de viande de veau par les ménages, faisant fléchir la cotation. En semaine 14, le cours du veau de boucherie rosé clair O s'établissait à 5,65 €/kg de carcasse, soit une baisse de 14 centimes depuis la semaine 9. Il reste néanmoins supérieur de +4% à la cotation de 2019, année caractérisée par une chute précoce des cours, et de +5% /2020, où le confinement avait fait plonger la cotation en semaine 13.

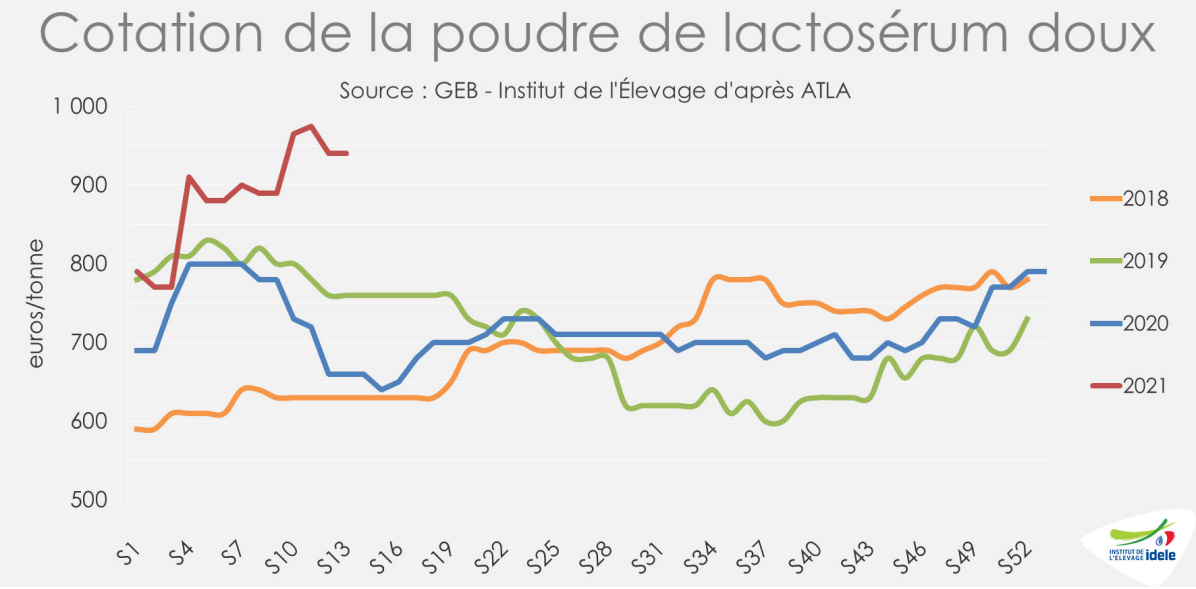


La baisse saisonnière de la cotation du veau R rosé clair, reflet du marché des veaux de races mixtes et croisées, n'est pas encore amorcée : à 6,32 €/kg, la cotation reste très supérieure à celle des années précédentes (+21 cts /2020 et +38 cts /2019).



Les coûts alimentaires ont continué de progresser

Alors qu'à la même période en 2020 la crise sanitaire et les restrictions mises en place faisaient chuter les cotations de la poudre maigre et du lactosérum, la hausse du coût de l'alimentation observée depuis le début de l'année 2021 s'est poursuivie en mars. En semaine 13, la poudre de lactosérum doux cotait 940 €/t, soit une hausse de +42% /2020 !



L'indice IPAMPA des aliments d'allaitement pour veaux s'est lui établi à l'indice 114,6 en février 2021, soit 14 points au-dessus de son niveau de 2019 à pareille époque (-0,9 point /2020). Il a progressé de 7 points depuis juin 2020.

Les abattages se sont repliés en février

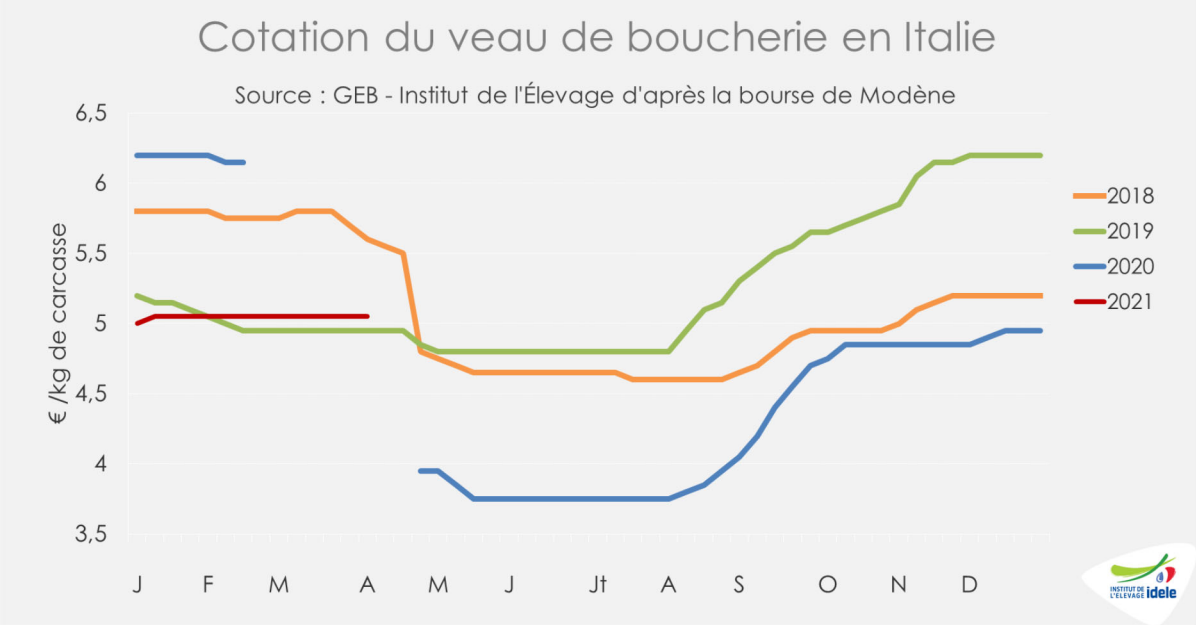
En février, la production abattue de veaux gras a reculé de -2,1% /2020 à 96 000 têtes et de -1,8% en tonnage à 14 000 téc. Le prolongement des restrictions sanitaires pour la restauration commerciale et la baisse de fréquentation des restaurants d'entreprise ont pesé sur l'écoulement de la production. La demande s'est partiellement maintenue grâce au Festival du veau, avec des mises en avant de la viande de veau dans les enseignes de la grande distribution de janvier à mi-mars.

Le poids moyen des veaux abattus était de 144,5 kg éc en février, soit en hausse de +0,5 kg éc /2020. L'âge à l'abattage était de 185 jours soit +1,1 jour /2020 : l'écart entre 2021 et 2020 s'est creusé en février, confirmant un encombrement des sorties en lien avec la baisse des abattages.

Les marchés européens sont encombrés

Aux Pays-Bas, la cotation RVO du veau de boucherie est maintenue à 4,35 €/kg de carcasse depuis le début de l'année. Celle de De Kalverhouder, en baisse ces dernières semaines, a atteint 4,30 €/kg éc en semaine 14. Les achats sont au plus bas avec le renforcement des mesures sanitaires dans les principaux pays importateurs de viande de veau néerlandaise. La faible demande pèse d'autant plus sur les cours que les intégrateurs ont surestimé les perspectives de marché du printemps 2021, ce qui signifie qu'un trop grand nombre de veaux a été mis en place à l'automne par rapport aux ventes actuelles.

A 5,05 €/kg en semaine 13, la **cotation du veau de boucherie italien** stagne également depuis le début de l'année.



Viandes bovines » Veaux nourrissons »

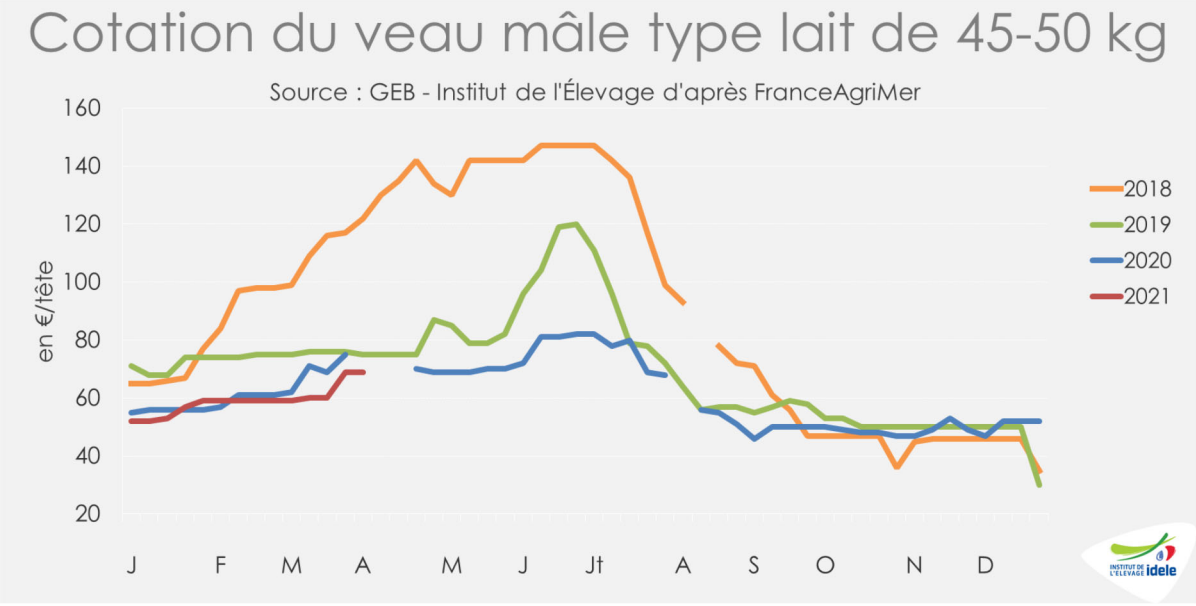
Un marché toujours plat

Dernière révision le 16 avril 2021

Les apports limités du fait de la baisse saisonnière des naissances ont maintenu les cours des veaux laitiers mâles depuis le début de l'année… mais toujours à très bas niveau. Les difficultés rencontrées par le secteur du veau de boucherie français ces dernières semaines ainsi que celles à venir pour l'Espagne avec la hausse des coûts alimentaires du JB ne présagent pas d'amélioration du marché dans les prochaines semaines.

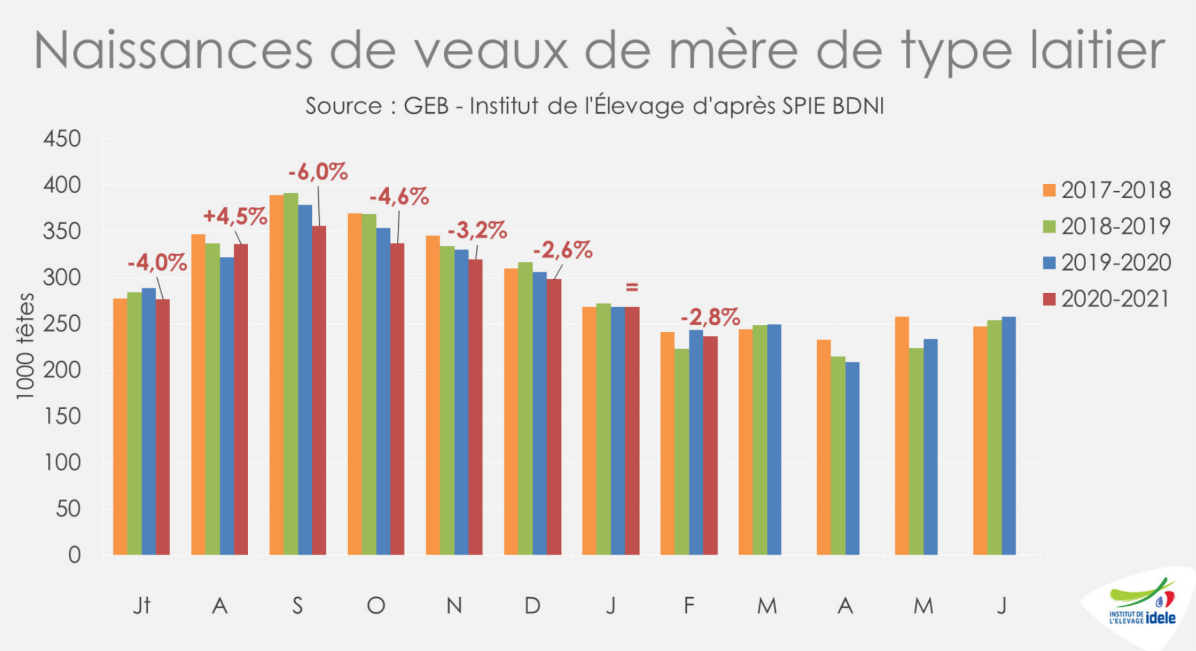
Pas de hausse saisonnière marquée des cotations

La cotation du veau mâle type lait de 45-50 kg a gagné 9 € en semaine 13, mais ne dépasse pas 69 €/tête. Ce rebond semble très ponctuel. Le marché est lourd, la cotation reste inférieure de 6 € à son niveau de 2019, alors déjà très bas (la cotation avait été suspendue en 2020).



La cotation du veau mâle de type viande est elle en hausse depuis le début de l'année. Elle a atteint 190 €/tête en semaine 14, se rapprochant de son niveau de 2019 (-3%).

En février, des naissances plutôt en hausse d'une année sur l'autre



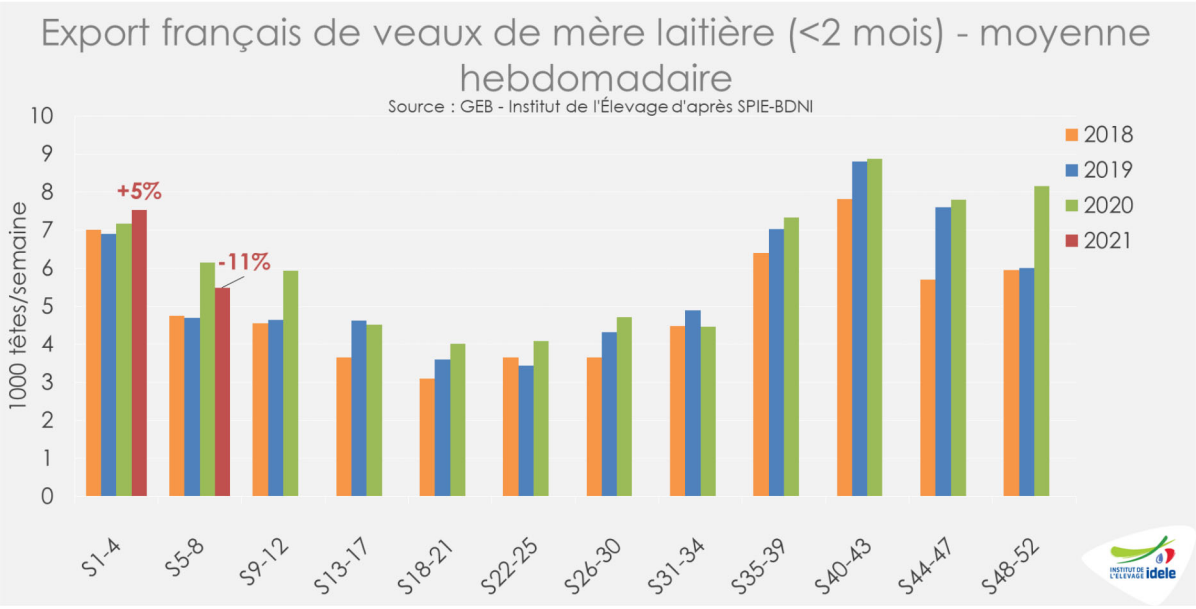
En février, 237 000 veaux sont nés de mère laitière soit -2,8% /2020. Ce repli des naissances n'est qu'apparent : l'année 2020 était bissextile, le mois de février 2020 comptait 29 jours soit +3,5% de jours qu'en 2021. Les naissances sont donc en légère hausse en février 2021, et bien supérieures au bas niveau de février 2019 (+6,2%).

En cumul depuis le mois de juillet 2020, les naissances laitières restent en repli de -2,4% /2019-20, en lien avec la décapitalisation du cheptel laitier (-2,0% /2020 le 1er mars).

La demande espagnole s'est maintenue

La cotation espagnole du veau frison de moins d'un mois s'est redressée depuis début février : en semaine 13 elle a atteint 91,32 €/tête, revenant au même niveau qu'en 2020 à pareille époque. Elle a dépassé le niveau dégradé de 2019 (+12,8 €) et s'est rapprochée de la cotation 2018 (-6,6 €).

Les envois vers l'Espagne se sont maintenus depuis le début de l'année : d'après les données SPIE-BDNI, 72 000 veaux de moins de deux mois ont été exportés toutes destinations confondues entre les semaines 1 à 11, soit = /2020 et +16% /2019.



Dans le cadre de la Loi de Santé Animale entrant en vigueur le 21 avril prochain, le régime dérogatoire pour les veaux nourrissons en ce qui concerne la FCO est maintenu vers l'Espagne (14 jours de désinsectisation + PCR) au moins jusqu'en septembre.

Pas d’amélioration en vue

Malgré des vêlages ralentis, la cotation du veau mâle laitier ne devrait pas remonter dans les prochaines semaines. La lourdeur du marché du veau de boucherie, accentuée par le renforcement des restrictions sanitaires, incitera les intégrateurs à limiter les mises en place pour anticiper l’encombrement des sorties. D’autre part, la hausse des coûts de l’alimentation inquiète les engraisseurs espagnols qui pourraient limiter les mises en place et donc la demande en veaux importés de France.

Le reflux dans l'UE-27 tend les cours des produits laitiers

Dernière révision le 16 avril 2021

Les cours des produits laitiers sont très bien orientés depuis janvier sous l'effet d'une demande mondiale globalement ferme, notamment en Asie, et d'une production laitière ralentie dans l'UE-27 et en baisse saisonnière en Océanie.

En France, la collecte se rétablit difficilement après avoir décroché début 2021. En revanche la production de lait de vache bio évolue à contrecourant de celle de lait conventionnel.

Lait de vache » Collecte laitière »

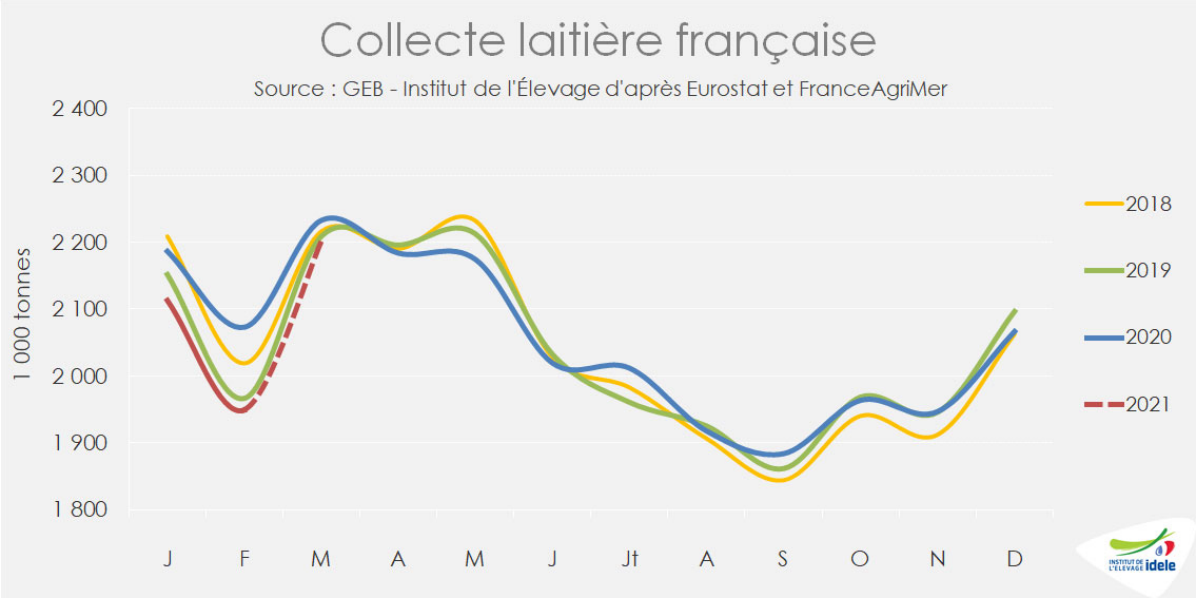
Une collecte française toujours ralentie

Dernière révision le 16 avril 2021

Dans un contexte économique et climatique peu propice à la production laitière, la collecte française a nettement décroché au 1er trimestre (-2,5% /2020). La filière lait biologique connaît en revanche une situation à contre-courant, avec un appel des laiteries à modérer les livraisons ce printemps, voire même sur l'ensemble de l'année.

La collecte française à la peine sur le 1er trimestre

Après son recul très marqué de janvier (-3,4% /2020), la collecte française peine à se rétablir. Elle a enregistré un nouveau recul sur février (-2,6%) et les sondages hebdomadaires de FranceAgriMer font état d'une baisse d'environ -1,5% sur mars. Au total sur le 1er trimestre, la collecte devrait s'établir à environ, 6,26 millions de tonnes, en repli de 2,5% d'une année sur l'autre (effet bissextile neutralisé). Soit son plus bas niveau depuis 2013.

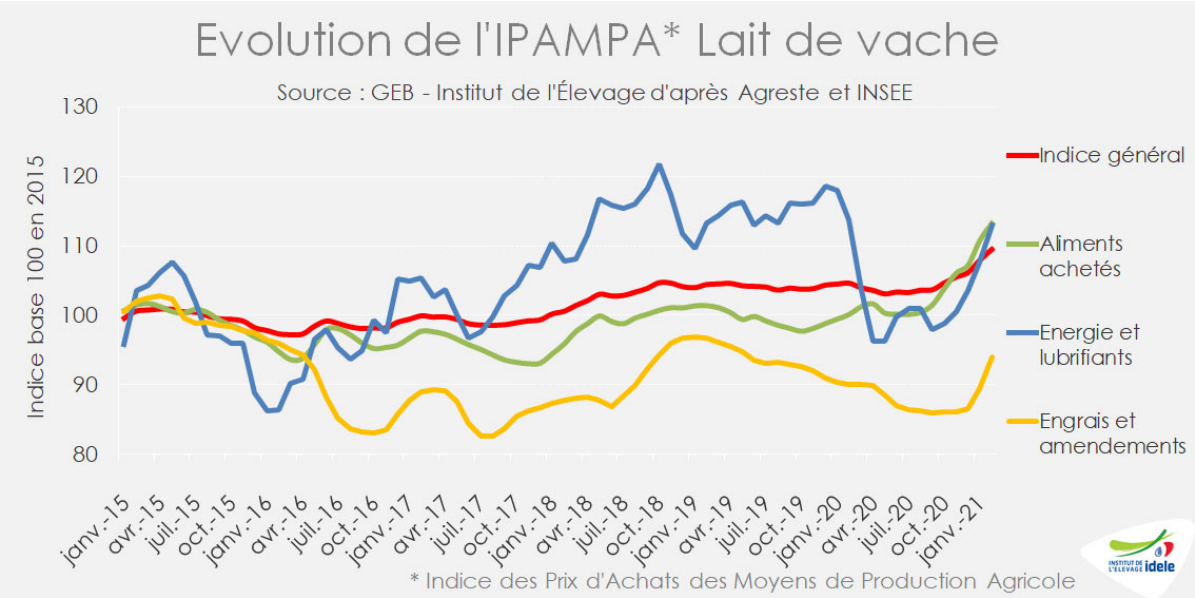


Les raisons de cette baisse sont nombreuses avec en premier lieu une baisse tendancielle rapide du cheptel national de vaches laitières à -2% au 1er mars, après un pic à -2,2% au 1er janvier 2021. De 2015 (début de la baisse) à fin 2019, ces replis demeuraient inférieurs à -1%, avant de s'aggraver tout au long de l'année 2020. A un peu moins de 3,54 millions de vaches début mars, le cheptel est même à un nouveau point bas historique, sous son niveau du mois d'août 2020 qui avait constitué le creux avant la remontée saisonnière de l'automne.

En second lieu, le contexte économique se révèle peu incitatif pour les éleveurs, avec une envolée des coûts de production, notamment de l'aliment, illustrée par la hausse de l'indice général Ipampa qui enchaine les records depuis la fin 2020. En février, il se situe à 109,5 (base 100 = 2015), soit près de 5 points de plus qu'un an auparavant (et 4 de plus qu'en novembre), et l'indice spécifique à l'alimentation achetée s'établit à l'indice 113,2 (contre 100,1 un an plus tôt), talonnant désormais ses niveaux records de fin 2012.
Cette hausse des coûts de production n'a pas encore été répercutée sur les prix d'achat du lait, alors que les opérateurs évoquent par ailleurs des négociations commerciales âpres avec la distribution. En février, le prix du lait standard (38/32, SIQO compris) affichait ainsi 349 €/1 000 litres, 1 € de mieux que le mois précédent, mais 3 € de moins que l'année précédente. Pour le lait conventionnel standard, le recul approchait 7 €, à 328 € /1 000 l.

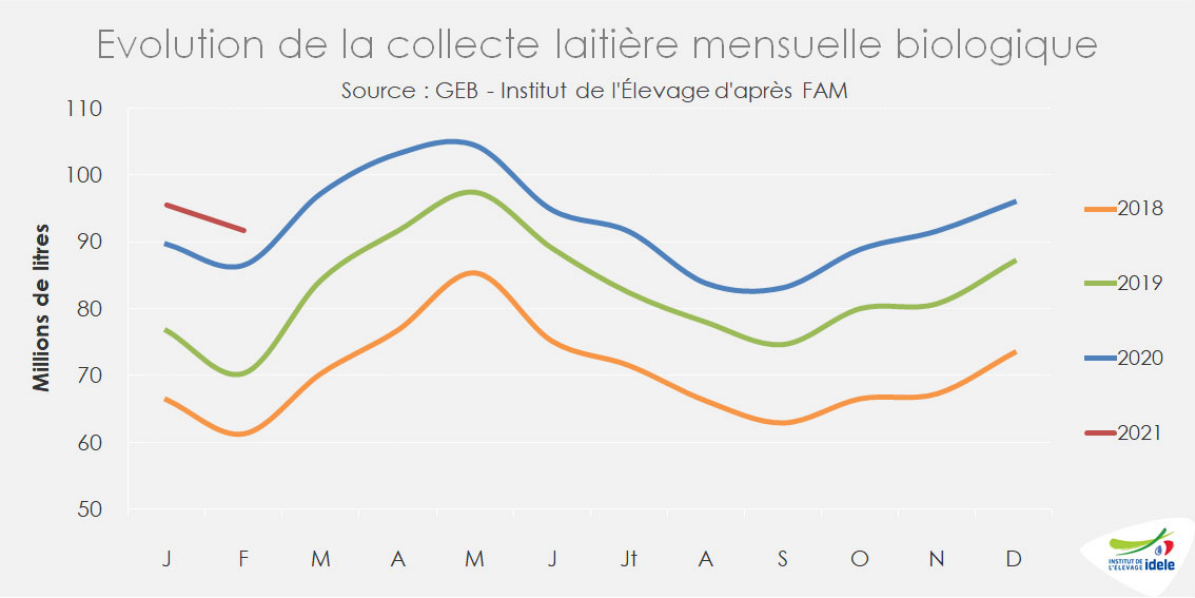
D'après l'observatoire de *l'Eleveur Laitier*, sur le 1er trimestre, la baisse du prix du lait d'une année sur l'autre s'établirait entre -3 et -11 € /1 000 l selon les principales laiteries.

L'indicateur de marge laitière dit **MILC** (obtenu par différence entre les valeurs du panier de produits et celles du panier de charge et exprimée en €/1 000 l) indique quant à lui un recul de près de 20 € d'une année sur l'autre en février, à 83 €/1 000 l, imputable pour 2/3 à la hausse des charges et pour 1/3 à la baisse du prix du lait. Sur 12 mois glissants, la MILC affiche 95,5 €/1 000 l, soit 7 € sous son niveau de l'année antérieure à pareille période, et 8 € sous son pic atteint en mars 2020, avant qu'elle n'entame son infléchissement à la baisse.



A contre-courant, la filière lait bio veut gérer l'afflux de lait

Un an après avoir passé le cap symbolique du milliard de litres sur 12 mois glissants, la filière lait biologique poursuit son évolution quelque peu à contre-courant de la filière laitière dans son ensemble, avec une progression de +6,5% d'une année sur l'autre en janvier, puis de +10% en février (effet bissextile neutralisé). Si un certain tassement semble s'opérer en comparaison des croissances des années précédentes (+17% et +19% sur les deux premiers mois 2020 /2019), la tendance reste nettement croissante et la filière doit même composer avec des volumes de lait qu'elle peine à valoriser. Les ventes de produits laitiers biologiques ne sont plus aussi dynamiques depuis quelques mois, si bien qu'elles progressent moins vite que la production. Les fabrications ont dû faire l'objet de réajustement parfois à la baisse pour certains produits, et le taux de déclassement aurait augmenté. Pour autant, les prix payés aux producteurs ne semblent pas être trop impactés à ce jour avec un prix comparable à celui de l'année passée sur janvier et février d'après l'enquête mensuelle de FranceAgriMer (477 € puis 473 €/1 000 l au standard 38/32), et sans doute un enjeu de préservation de ces volumes acquis au cours de la vague de conversion pour les années à venir.



L'année 2021 devrait connaitre une croissance modérée de la collecte au regard de l'année écoulée, sans doute de l'ordre de +6 à +8 %. Les arrivées de nouveaux livreurs devraient en effet se tasser alors que la vague de conversion initiée en 2015/2016 et l'arrivée sur le marché de ces nouveaux producteurs depuis fin 2017 touche à sa fin. D'autre part, les livreurs déjà en place sont pour beaucoup incités à modérer leurs livraisons par leur laiterie. Ces incitations à la modération se font en contrepartie d'une garantie de maintien des prix à leurs niveaux de l'année passée, s'accompagnent de soutiens financiers aux producteurs par certaines laiteries, voire l'annonce du paiement des dépassements au prix du lait conventionnel par d'autres collecteurs.

L'enjeu de la régulation des volumes existe de longue date pour la filière lait biologique sur la période printanière (28% de la collecte annuelle est réalisée sur le 2ème trimestre sur une année normale, contre seulement 26% en lait conventionnel), avec une grille de prix en conséquence qui présente une forte amplitude entre ces mois d'excédents et ceux plus tendus de fin d'été (de l'ordre de 80 voire 90 € entre le creux d'avril et le pic de septembre/octobre). Dans le contexte de déséquilibre entre une croissance toujours vive de la collecte et plus modérée de la consommation, la volonté des laiteries de maîtriser les volumes semble s'élargir à une période plus ample cette année, dans l'espoir d'un rétablissement de la forte dynamique de la demande de produits laitiers bio.

Lait de vache » Collecte laitière »

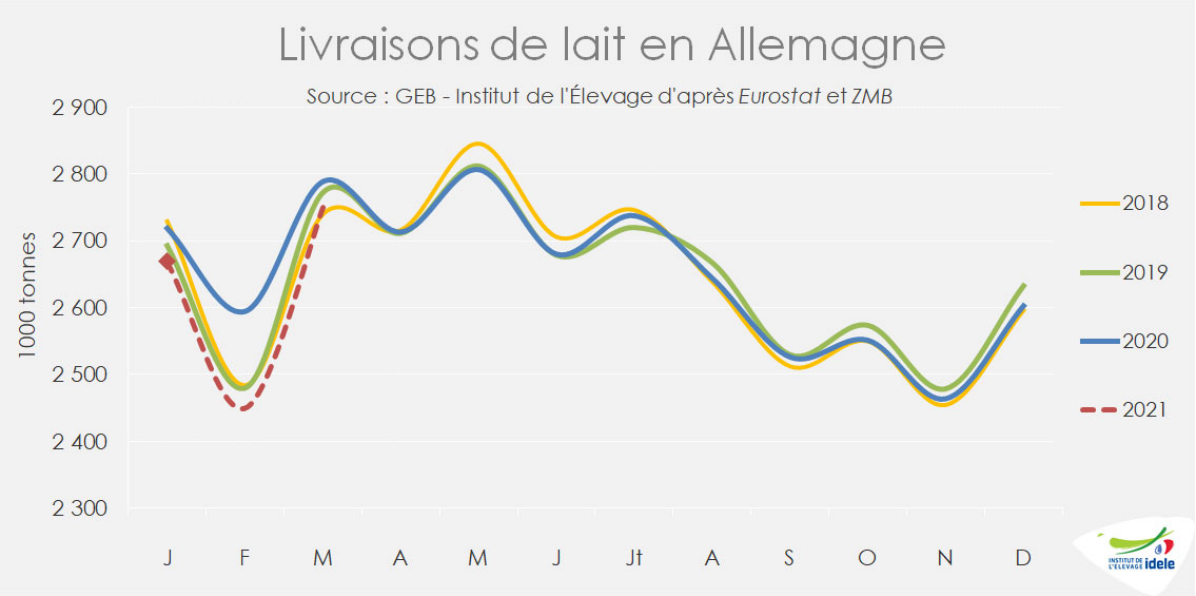
En baisse dans le quatuor de tête

Dernière révision le 16 avril 2021

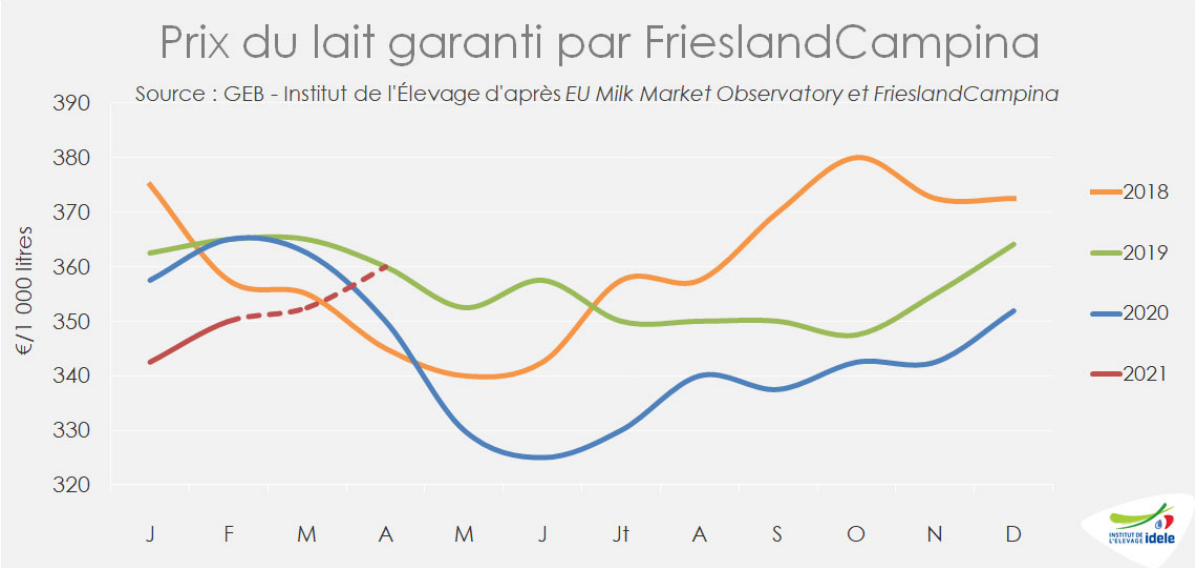
A l'image de la France, d'autres grands pays producteurs de l'Union européenne voient leur collecte patiner en ce début 2021. Et la croissance de la collecte chez la plupart des autres pays membres ne suffit pas à compenser cette baisse.

Repli en Allemagne, Pays-Bas et Pologne

Outre-Rhin, la collecte est aussi à la peine sur le 1er trimestre d'après les sondages hebdomadaires d'*AMI*, et s'inscrit dans un reflux continu depuis août 2020 (-0,9% sur le dernier trimestre 2020 notamment). Sur février, les livraisons des producteurs **allemands** auraient reflué de plus de -2% /2020 (effet bissextile neutralisé), à 2,45 Mt. Cette baisse aurait été un peu moins marquée en mars (-1,4%). Au total sur le 1er trimestre, les livraisons auraient reculé de -1,8% /2020, à 7,9 Mt leur plus bas niveau depuis 2017.



Aux **Pays-Bas**, 3ème pays laitier de l'UE-27 qui avait renoué avec une collecte croissante sur 2020 après 3 années consécutives à la baisse, la collecte suit la même trajectoire baissière qu'en France et en Allemagne avec un repli de près de -2% en février puis environ -0,7% encore en mars, soit un enchainement de 4 mois à la baisse depuis décembre. Sur le 1er trimestre, la collecte néerlandaise accuserait ainsi une baisse de -1,3% d'une année sur l'autre, à 3,49 Mt.
Il faut dire que les prix se sont révélés moins attractifs pour des producteurs néerlandais prompts à ajuster leur production à la conjoncture. Les prix annoncés par la coopérative FrieslandCampina ont peiné à se rétablir fin 2020. A 343 €/t en octobre, le prix semblait rattraper ses niveaux des années précédentes (-5 € /2020), mais entre novembre et février l'écart s'est creusé de nouveau, avec 12 à 15 € de moins d'une année sur l'autre sur ces mois.
A 353 €/t en mars, le prix du lait garanti se situait encore 10 € sous son niveau de mars 2020. Puis porté à 360 €/t en avril, il a dépassé de 10 € celui de l'an dernier, retrouvant ainsi son niveau de 2019.



Au 4ème rang de l'UE-27 avec pour le coup une vraie dynamique de croissance sur les dernières années (+2% en 2020), la **Pologne** a elle aussi vu sa collecte se replier en février (-0,3% /2020 effet bissextile neutralisé), une 1ère depuis un repli quasi-anecdotique en juin 2019. Ce recul reste cependant très modéré et peut être lié à des conditions hivernales. Contrairement au trio de tête, les prix du lait polonais s'établissent encore à des niveaux supérieurs à ceux de l'an passé sur ce début d'année (+2% en euro, à 327 €/t, et +7% en zlotys sur le 1er trimestre).

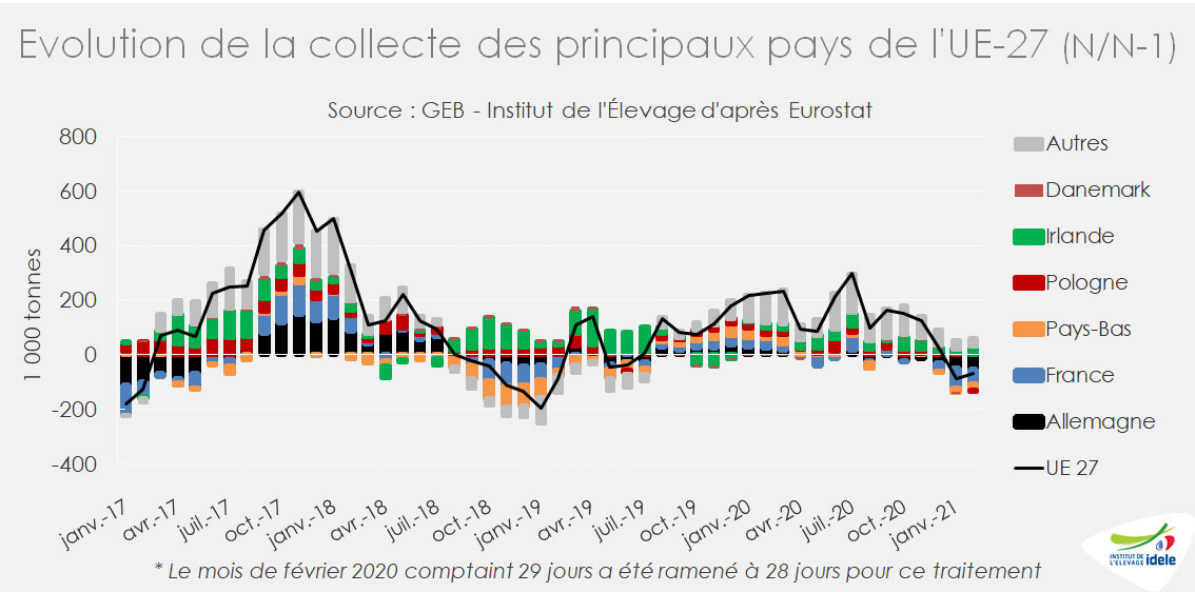
Italie et Irlande poursuivent leur progression malgré des évolutions de prix divergentes

Derrière le quatuor de tête, l'**Italie** et l'**Irlande** connaissent une collecte toujours dynamique, à respectivement +3,6% et +8% sur février, Si les producteurs irlandais voient leur prix du lait augmenter (+5% en février /2020, à 348 €/1 000 l), ce n'est pas le cas des producteurs transalpins : le prix du lait en Lombardie, à 375 €/1 000 l sur les deux premiers mois de 2021, affichait un repli de -5% /2020 en janvier et de -3% en février.

La collecte **espagnole** a rebondi en février (+0,6% effet bissextile neutralisé) après 2 mois de baisse en décembre et janvier. Les prix perçus par les producteurs affichent une hausse d'à peine +1% d'une année sur l'autre, à 338 €/ 1 000 l en février.

La collecte UE-27 en repli pour le 2ème mois consécutif

En somme, la collecte de l'**UE-27** affiche un peu moins de 11 Mt sur février, soit un reflux de 0,6% d'une année sur l'autre correspondant à une baisse de 70 000 tonnes (effet bissextile neutralisé). L'Allemagne, la France et les Pays-Bas, avec des replis respectifs de -55 000, -52 000 et -22 000 t sont les principaux contributeurs de cette baisse qui n'est compensée que partiellement par les dynamiques des autres pays membres, en 1er lieu l'Italie (+37 000 t) et l'Irlande (+21 000 t).



Forte remontée des cours

Dernière révision le 16 avril 2021

Les cours des produits laitiers ont connu une forte hausse en ce début d'année, résultat d'une demande mondiale toujours dynamique et d'un ralentissement des fabrications dans l'Union européenne et en Nouvelle-Zélande. La conjoncture devrait demeurer

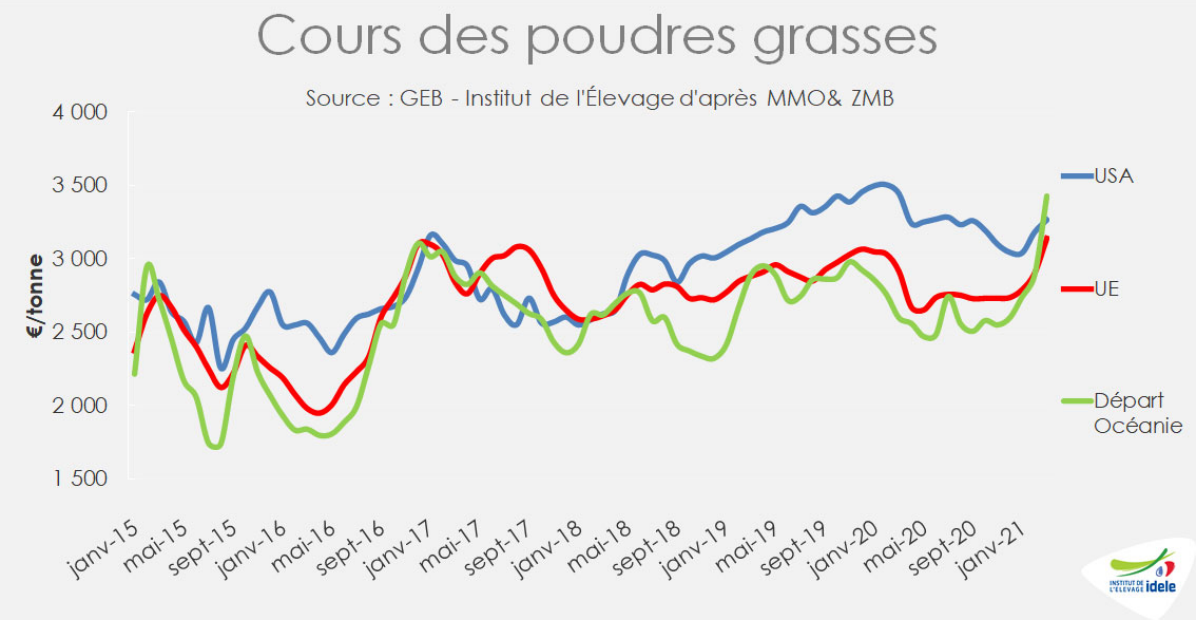
favorable au cours de ce 1er semestre.

Si la collecte est ralentie dans l'Union européenne, elle conserve un rythme dynamique dans les autres grands bassins exportateurs. Après avoir neutralisé l'effet année bissextile, le rythme de croissance en février est de +2% aux Etats-Unis, +6,7% en Nouvelle-Zélande, +2,8% en Australie et +5,8% en Argentine.

Ce ralentissement européen et la baisse saisonnière de la collecte en Nouvelle-Zélande devraient limiter l'offre de produits laitiers de ces deux régions jusqu'au début du 2nd semestre. Dans les mois à venir, le lait supplémentaire devrait donc en grande partie provenir des États-Unis, même si les coûts élevés des aliments pour animaux pourraient ralentir le rythme de croissance au cours du 2nd semestre 2021. Les fabrications étatsuniennes de produits laitiers pourraient en conséquence progresser et les stocks s'étoffer, malgré les mesures budgétaires destinées à favoriser la consommation.

Poudres grasses : fabrications en hausse dans l'UE-27.

Tirés par une forte demande, les cours des poudres grasses ont rapidement progressé depuis le début de l'année. Les cours européens ont gagné +12% en moyenne en 2 mois, pour afficher 3 130 €/t en mars (+8% /2020). Le prix néozélandais a lui bondi de +25% sur la même période, à 3 430 €/t (+32% /2020). La demande reste forte en Asie et au Moyen-Orient tirant les fabrications européennes de poudres grasses, qui ont, malgré une collecte atténuée, progressé de +5% /2020 en janvier et de +2% entre novembre 2020 et janvier 2021, surtout aux dépends des fabrications de beurre/poudre maigre.

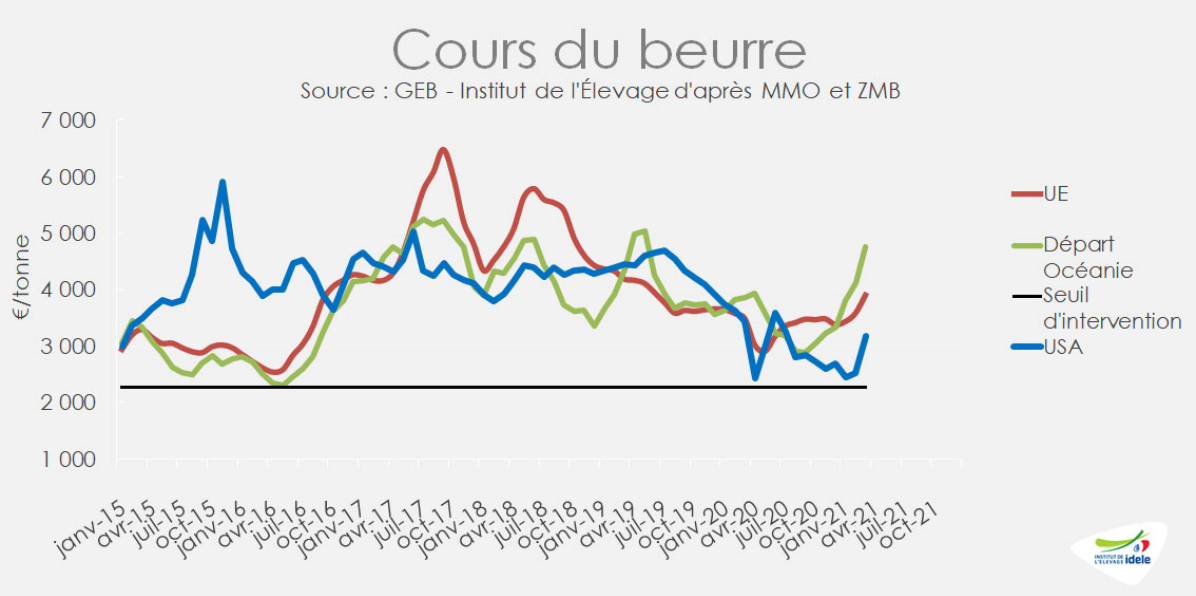


Beurre : les disponibilités limitées tirent les cours

En ce début d'année 2021, la hausse des prix du beurre est généralisée à travers les grands bassins laitiers, tirée par une demande mondiale dynamique et une offre limitée.

En mars, la cotation ATLA a progressé de +13% d'un mois sur l'autre, pour dépasser les 4 100 €/t (+25% /2020). Le cours européen a lui gagné +13% entre janvier et mars, pour afficher 3 900 €/t (+12% /2020). Ces progressions sont le contre-coup des fabrications européennes de beurre en recul en janvier (-1% /2020) et en faible progression (+1%) sur les 3 mois entre novembre 2020 et janvier 2021 par rapport à la même période 12 mois auparavant.

En Nouvelle-Zélande, le cours du beurre a progressé de 25% depuis le début de l'année, à 4 750 €/t en mars, son plus haut niveau depuis mai 2019. Les fabrications néozélandaises semblent limitées et les exportations ne progressent que très légèrement en janvier (+1% /2020).



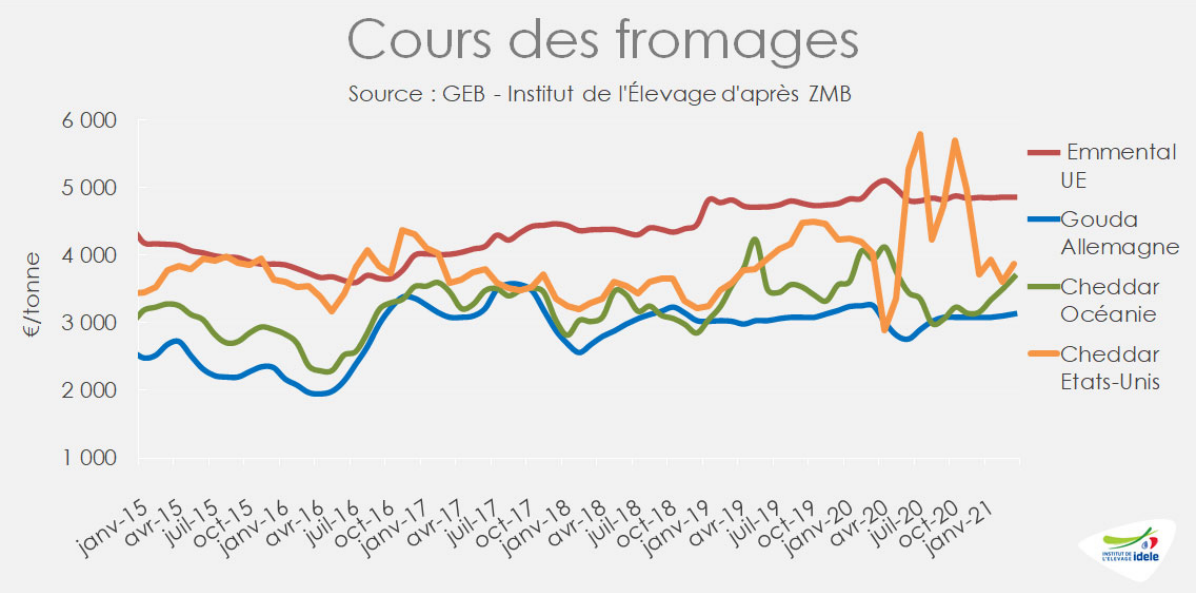
Au contraire, les fabrications de beurre aux États-Unis ont progressé de +4% /2020 en janvier-février. Après avoir atteint un point bas en janvier, le cours du beurre états-unien a gagné 30% en deux mois pour atteindre 3 180 €/t en mars (-7% /2020). Mais les stocks ont également progressé pour atteindre, début mars, un nouveau record historique à cette période (160 000 t, +17% /2020).

Fromages : moindres fabrications dans l'UE-27

Dans l'UE-27, les cours des fromages ont prolongé leur relative stabilité pour le 7ème mois d'affilé, l'emmental oscillant autour de 4 850 €/t (-3% /2020) et le gouda allemand progressant légèrement à plus de 3 100 €/t (-4% /2020). Les fabrications européennes de fromages ont, en janvier, reculé d'une année sur l'autre (-1% /2020), après une croissance modérée au 4ème trimestre 2020 (+1%).

La consommation de fromage ingrédients dans le monde demeurent bien orientée, malgré les mesures sanitaires qui freinent la restauration hors-domicile, et les évolutions des prix sont au contraire à la hausse chez les autres grands exportateurs de fromages.

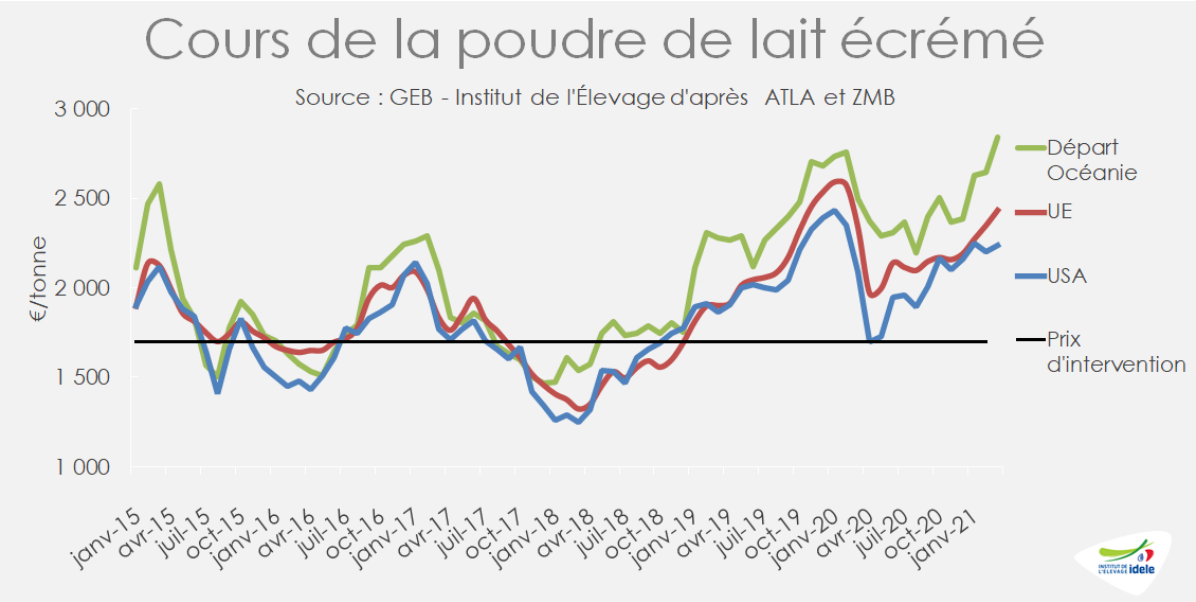
A 3 680 €/t, le cours du cheddar néozélandais a gagné 10% depuis le début de l'année, mais se situe encore sous son niveau de l'année dernière (-7% /2020).



Aux Etats-Unis également, après avoir été soumis à une très forte variabilité en 2020, le cours du cheddar a évolué de manière moins erratique. Il s'est apprécié de +7% d'un mois sur l'autre en mars, mais était encore en mars sous son niveau de 2020 (-4%). Les acteurs du marché étatsunien indiquent que la demande de fromages dans la restauration s'est nettement améliorée, ce qui contribue à maintenir une certaine tension sur les prix. Néanmoins, des préoccupations émergent au sujet des fabrications très dynamiques (+5% /2020 sur les deux premiers mois de l'année) qui ont atteint un nouveau record historique en février. Les stocks poursuivent également leur hausse (+5% /2020 début mars 2021). La rapidité de la campagne de vaccination devrait permettre une poursuite de la réouverture de la RHD dans les semaines à venir, ce qui devrait relancer la demande de fromages italiens.

Poudre maigre : tensions sur les cours faute de fabrications

La cotation ATLA de la poudre maigre s'est stabilisée en mars autour de 2 490 €/t, en hausse de 4% d'un mois sur l'autre et de 16% depuis le début de l'année. Elle se situe dorénavant près de 6% au-dessus de son niveau de 2020. Le cours européen a suivi le même mouvement (2 430 €/t en mars +4%/2020), de même que le cours néozélandais (2 800 €/t soit+14% /2020), au plus haut niveau depuis 2014.

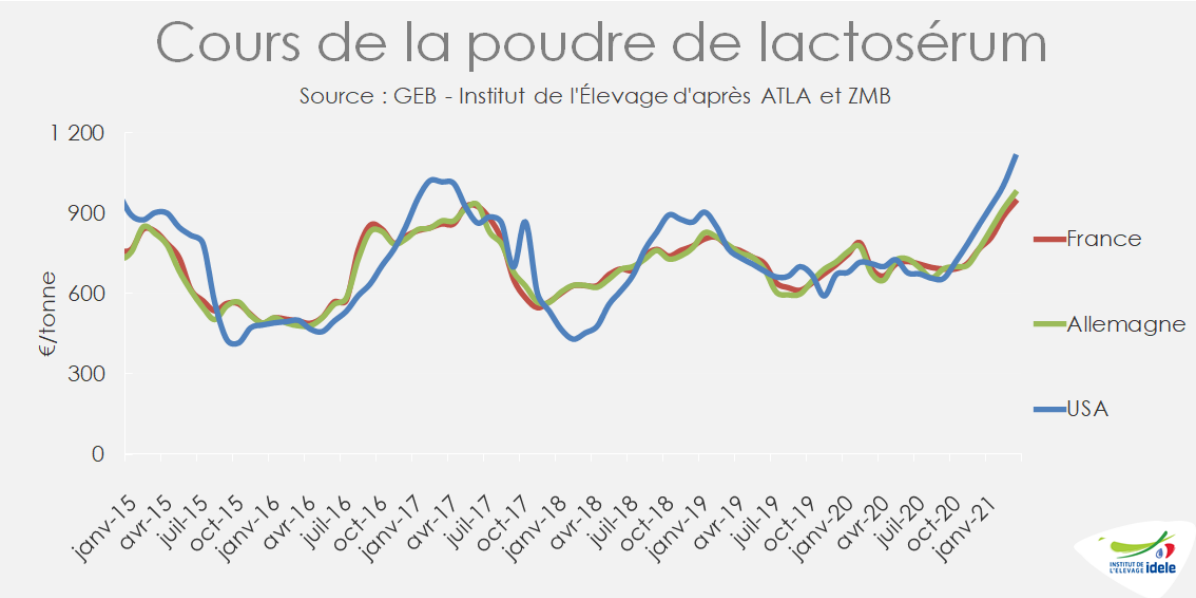


Ces hausses de prix s'expliquent par de moindres volumes disponibles. Dans l'UE 27, les fabrications de poudre maigre ont, entre novembre 2020 et janvier 2021, reculé de -3%, avec des stocks à fin décembre équivalents à ceux de fin 2019. Les exportations européennes sont demeurées stables début 2021. Au contraire, les envois néozélandais ont, entre novembre 2020 et janvier 2021, reculé de 10% par rapport à la même période 12 mois auparavant. Le repli saisonnier de la production en Nouvelle-Zélande devrait encore limiter les volumes disponibles.

Aux Etats-Unis, compte tenu des difficultés logistiques liées aux porte-conteneurs qui ralentissent les exportations, les fabrications de poudre de lait écrémé destinées à l'export lointain (*SMP, Skimmed Milk Powder)* ont ralenti (-17% /2020 sur les 2 premiers mois de l'année), laissant la place à une hausse des volumes (+15%) de poudre maigre pour le marché intérieur et l'export proche (*NDM, Non Fat Dry Milk*) qui représente 80% des fabrications. Le rebond des exportations étatsuniennes de poudre maigre en février, après 3 mois consécutifs de repli, n'a pas empêché une nouvelle hausse de stocks qui ont atteint début mars un record historique à cette période (157 000 t, +9% /2020). Le prix de la poudre maigre aux États-Unis stagne donc depuis le début de l'année, mais reste très compétitif à l'export.

Lactosérum : poursuite de la forte hausse des cours

Les cours du lactosérum poursuivent leur hausse, de près de 20% depuis le début de l'année. En France, il s'est stabilisé à 940 €/t (+42% /2020) début avril, tandis qu'aux Etats-Unis, il a dépassé les 1 100 €/t (+56% /2020).



Aux Etats-Unis, la production de lactosérum a augmenté en février de 4% d'une année à l'autre, tirée par les fortes fabrications de fromages. Mais cette hausse est cependant freinée par les importantes fabrications de concentrés de protéiques sériques (+5% /2020 pour les WPC et +24% pour les WPI). Cette préférence pour les produits à plus forte teneur en protéines continue de maintenir la tension sur le marché du lactosérum en poudre.

Car la demande ne faiblit pas. Les importations chinoises de poudre de lactosérum ont en effet progressé de +50% /2020 sur les deux premiers mois de l'année. Ces achats pourraient cependant ralentir si les difficultés de recapitalisation du cheptel porcin en Chine se confirmaient.

La demande bien orientée soutient les prix

Dernière révision le 16 avril 2021

L'approvisionnement mondial en viande ovine reste limité, tandis que la demande dans les principaux bassins d'importation, comme la Chine, l'Union européenne ou encore le Moyen-Orient, demeure bien orientée, notamment par la succession de festivités religieuses.

Les prix de la viande ovine sont alors exceptionnellement élevés chez la grande majorité des pays producteurs.

Viande ovine » France »

Fort succès de l'agneau pascal cette année

Dernière révision le 16 avril 2021

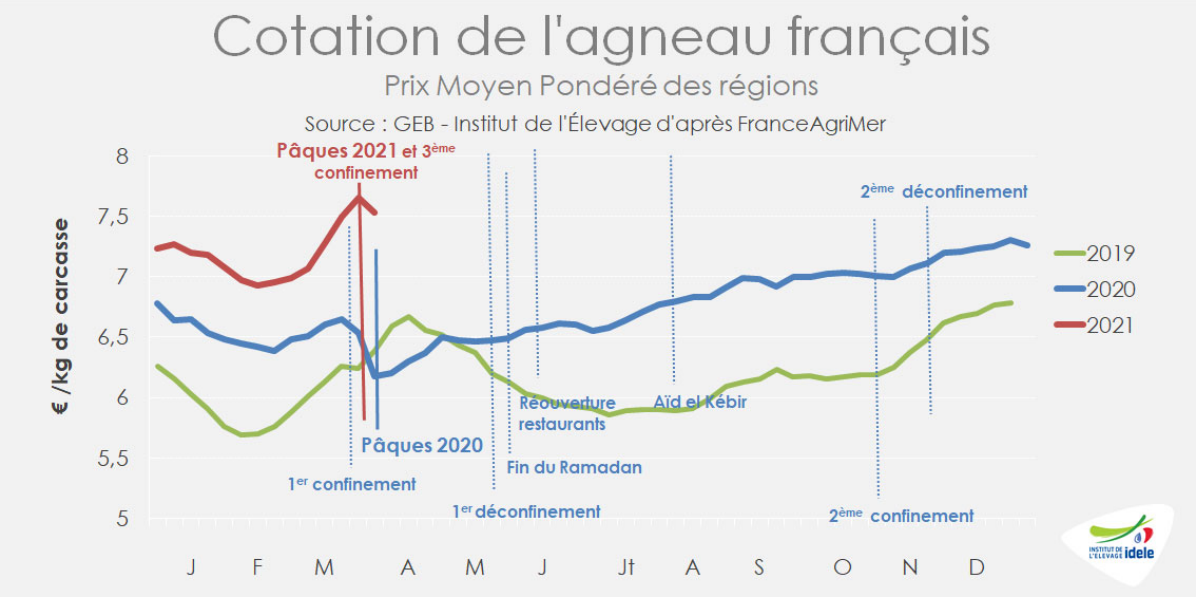
Le marché de l'agneau français a bénéficié cette année des fêtes de Pâques dans un contexte sanitaire toujours compliqué. Malgré une offre nationale importante, l'engouement des Français pour la viande d'agneau et le regain des exportations de viande ovine, notamment en février, ont permis d'absorber les disponibilités supplémentaires. Le Ramadan, proche de Pâques cette année, devrait encore soutenir la demande et par conséquent les prix.

Le cours français atteint un nouveau record lors de la semaine sainte

A 7,65 €/kg en semaine 13 (se terminant le 4 avril), la cotation française a atteint un sommet à Pâques, fête religieuse survenue tôt cette année. En hausse de +1,12 €/kg d'une année sur l'autre, la cotation était supérieure de +1,45 €/kg par rapport à la semaine de Pâques 2020 (pour rappel en 2020 creux à Pâques au lieu du pic saisonnier).

Bien que Pâques soit de nouveau tombé au début d'un 3ème confinement national, les achats des Français auraient été dynamiques, soutenant la cotation. L'allègement des mesures de restriction de déplacement lors du week-end pascal a sans doute facilité les réunions familiales et stimulé les achats festifs de gigot.

Le Ramadan, qui débute cette année le 13 avril, devrait encore étoffer la demande.

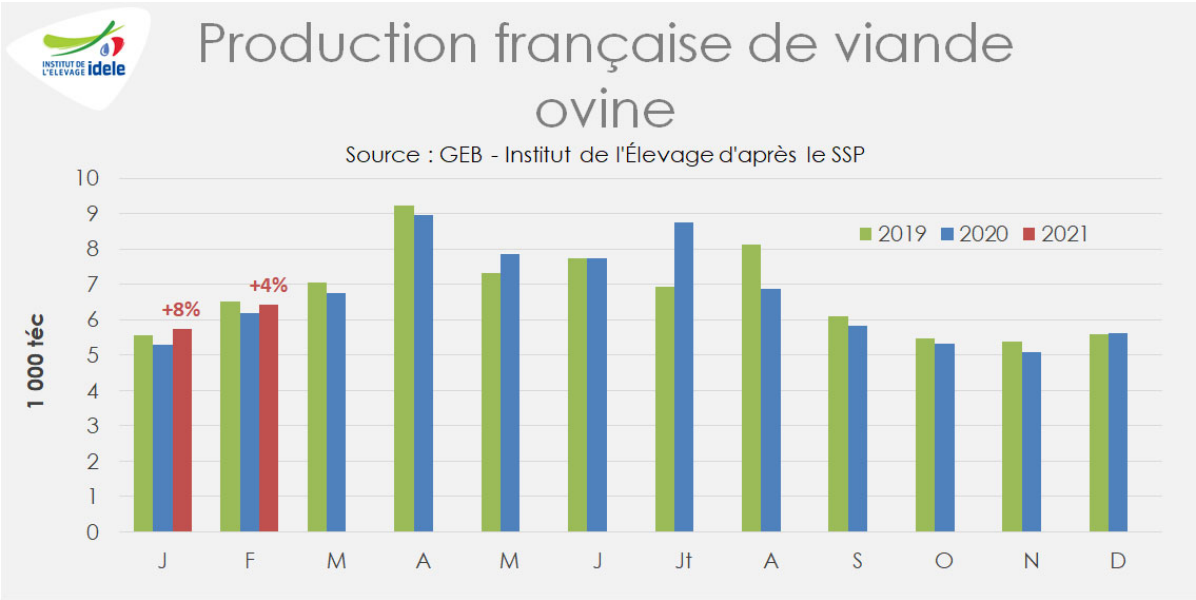


La production française dynamisée par les sorties d'agneaux Lacaune

En février 2021, la production française de viande ovine a de nouveau augmenté, de +4% d'une année sur l'autre toutes catégories, à 6 420 téc. Toujours en volume, les abattages d'agneaux ont augmenté de +5%, tandis que ceux des réformes ont baissé de -3%.

D'après les premières remontées des abattoirs, la production nationale de viande ovine aurait davantage progressé en mars, d'une année sur l'autre.

Malgré de bons signaux du côté des achats fin 2020 et début 2021 (+18% en janvier/2020, selon Kantar), les incertitudes vis-à-vis du 3ème confinement national ont pu diminuer le nombre d'agneaux mis à l'engraissement fin 2020. Il leur était en effet impossible de connaître l'état des mesures sanitaires pour Pâques 2021 plusieurs mois à l'avance : certains éleveurs ont préféré être prudents et les approvisionnements en agneaux français ont alors pu manquer face au dynamisme de la demande cette année.

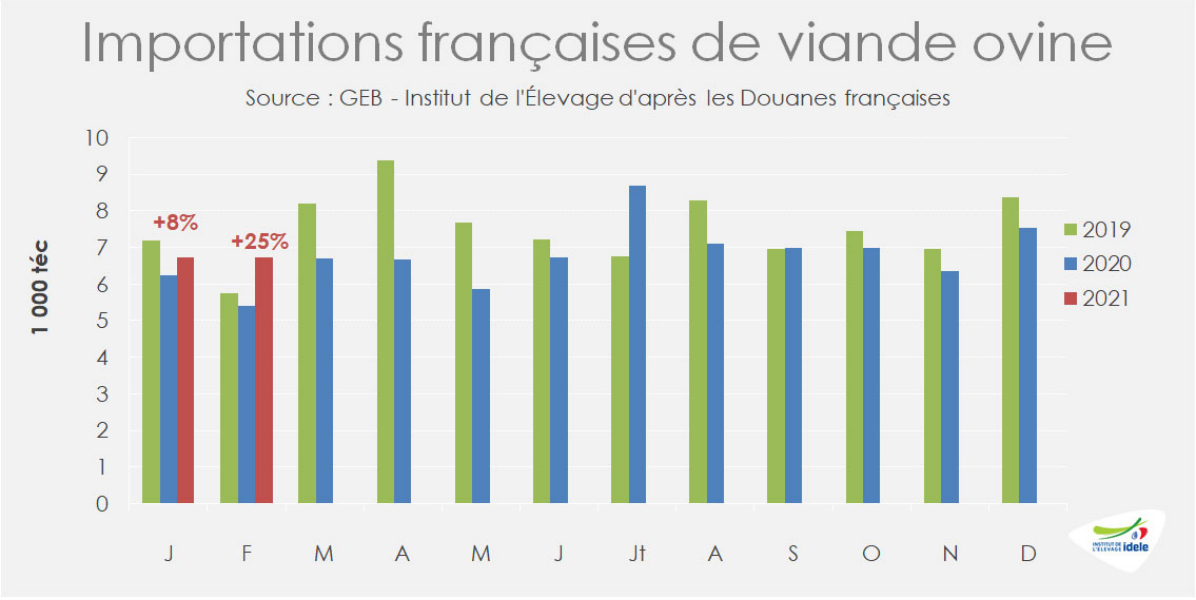


La hausse des importations françaises s'est accentuée en février

Les importations françaises de viande ovine ont poursuivi en février le redressement amorcé en janvier : +25% /2020, à 6 700 téc, rompant ainsi la tendance baissière qui était à l'œuvre en 2020.

Elles se sont fortement intensifiées en provenance du Royaume-Uni (+60%), malgré les contraintes douanières post-Brexit et la tendance inverse observée par les douanes britanniques (attention, rupture de série dès le 1er janvier 2021 de leur côté).

Elles ont de nouveau presque doublé en provenance d'Espagne (+45% /2020). Les importations de viande ovine irlandaise ont quant à elles de nouveau reculé, de -16%, reflétant la timide production irlandaise début 2021. Enfin, les achats en provenance de Nouvelle-Zélande sont demeurés ralentis (-19% /2020).



Rebond des exportations en février

En février 2021, la consommation calculée par bilan aurait logiquement été en hausse vu le rebond des importations (+25% /2020) et la hausse de production (+4%/2020)… Mais c'était sans compter sur le regain des envois de viande ovine (x 4,5 /2020) qui se sont envolés en février, notamment à destination de l'Allemagne (x43 /févr.2020, à 800 téc), de la Belgique (x7, à 500 téc) et de l'Italie (+66%, à 300 téc). Les chiffres Kantar indiquent eux aussi un recul des achats au sein de la distribution en février (-9% /2020) : ce sont donc les exportations de viande ovine particulièrement dynamiques qui ont permis de modérer l'offre et soutenu la cotation.

Une demande mondiale à son plus haut niveau

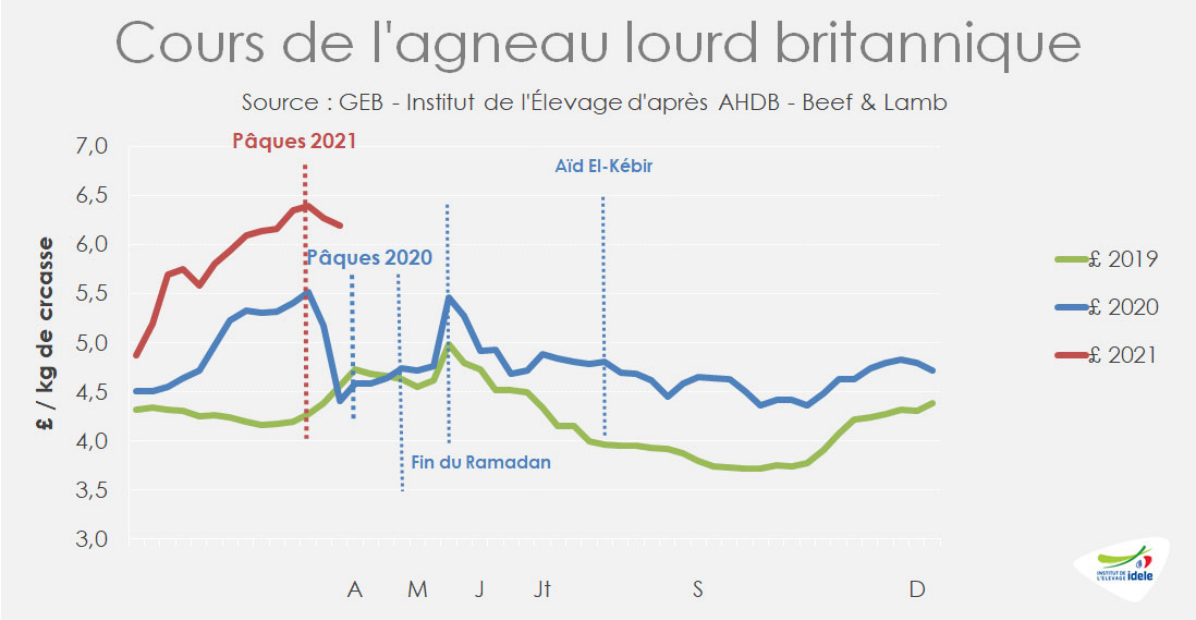
Dernière révision le 16 avril 2021

L'approvisionnement en viande ovine continue d'être particulièrement limité à l'échelle mondiale, ce qui tend les prix, d'autant que la demande est déjà boostée par le Ramadan, qui suit Pâques de très près cette année. En Nouvelle-Zélande, les cours sont en revanche orientés à la baisse comparés aux années précédentes : la réouverture de la restauration à l'internationale, permettant de valoriser les coupes à haute valeur ajoutée, est très attendue.

Royaume-Uni : le repli de l'offre se poursuit en février

Au **Royaume-Uni**, la cotation s'établissait à 6,19 £/kg, soit +0,41 £ /2020, en semaine 13, qui se clôturait par le dimanche de Pâques. Cela représente une hausse de +41% /2020 et de +36% /2019. Comme partout ailleurs en Europe, le prix de l'agneau britannique a atteint des sommets.

Les abattages britanniques sont demeurés ralentis en février 2021 : avec des effectifs en baisse de – 8% pour les agneaux et de -27% pour les réformes. La production de viande ovine a alors atteint 18 000 téc, soit – 9% /2020.



A la surprise générale, les exportations ont été extrêmement dynamiques début 2021 vers la France : en février de +60% /2020 et +35% /2019 selon les douanes françaises. Car tous les experts s'attendaient à un ralentissement momentanément des flux des îles britanniques vers le continent européen avec la sortie du Royaume-Uni du marché européen.

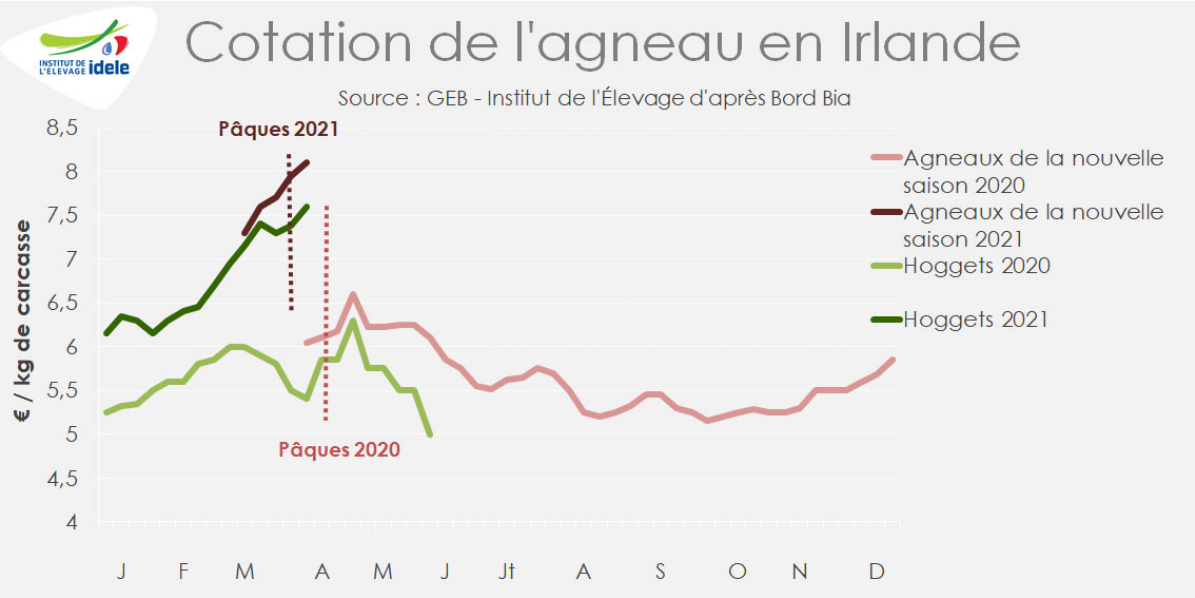
Depuis le 13 avril, les autorités britanniques ont autorisé la réouverture de certains lieux, comme les terrasses des pubs et des restaurants, ce qui pourrait relancer la restauration hors-domicile et par conséquent la consommation d'agneau.

Irlande : des producteurs éleveurs prudents face au Brexit

En **Irlande**, La cotation de l'agneau de nouvelle saison a poursuivi son impressionnante ascension : à 8,10 €/kg en semaine 14, elle surplombait de +2,05 € son niveau de 2020 et de +1,60 € celui de 2019 !

Les approvisionnements sont très restreints : les abattages d'ovins sont restés inférieurs à leurs niveaux de 2020 en mars, de -10% /2020 à 186 000 têtes. Le cheptel a pourtant progressé fin 2020, mais une fois encore, les incertitudes liées au Brexit ont incité de nombreux éleveurs irlandais à la prudence : ceux-ci auraient limité les effectifs mis à l'engraissement fin 2020.

Probablement du fait d'approvisionnements restreints, les envois irlandais de viande ovine vers la France ont de nouveau reculé en février, de -19% /2020 (douanes françaises).

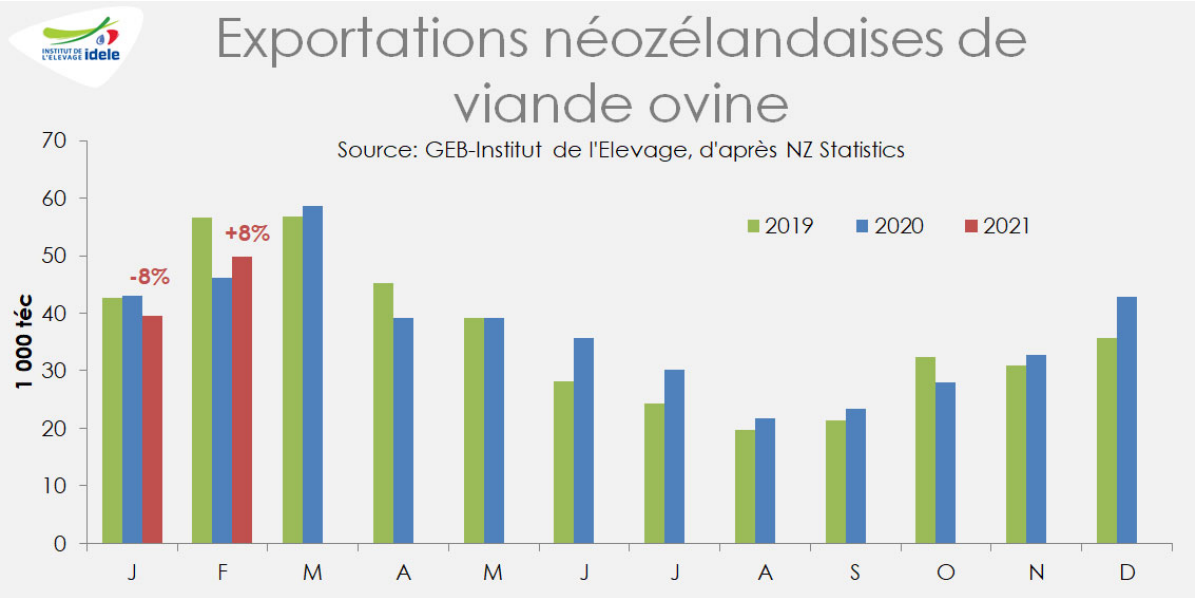


Nouvelle-Zélande : production et exportations toujours modérées par la recapitalisation

En février, la production de viande ovine a baissé de -1% d'une année sur l'autre, à 54 000 téc. Les abattages d'agneaux ont reculé (-8% /2020), tandis que ceux des réformes ont fortement augmenté (+24%).

Les envois néozélandais ont en revanche bondi d'une année sur l'autre, de +8% par rapport au niveau exceptionnellement bas en février 2020. Ceux-ci avaient alors été affectés par la fermeture de l'accès au marché chinois, avec le développement de la pandémie de Covid-19. Aussi, les envois demeuraient inférieurs de -12% au bon niveau de février 2019.

Les envois ont donc explosé vers la Chine en février : +130% /2020 et +16% /2019. Ils ont reculé vers la France (-34% /2020) et le Royaume-Uni (-29%/2020) : les exportations vers l'Union européenne ont été les plus faibles depuis 1999.



Contreperformance au premier bimestre

Dernière révision le 16 avril 2021

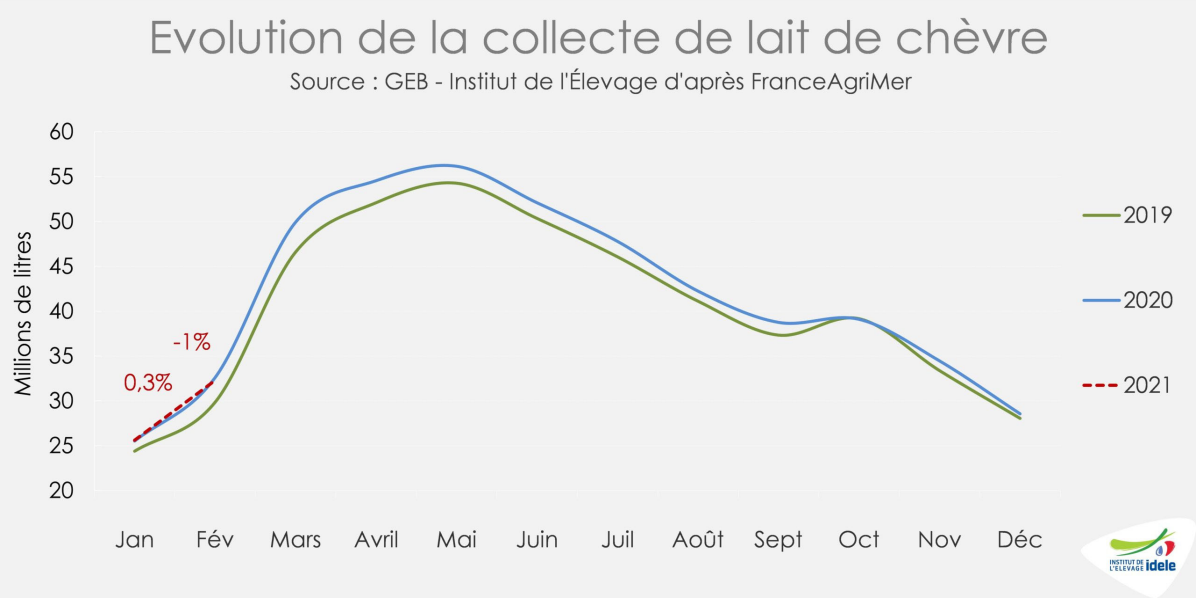
Après une année 2020 très dynamique, la collecte de lait de chèvre s'est repliée en début d'année. Le démarrage des lactations semble pénalisé par des fourrages de médiocre qualité et le renchérissement de l'alimentation animale.

Contreperformance au premier bimestre

Dernière révision le 16 avril 2021

Après une année 2020 très dynamique, la collecte de lait de chèvre s'est repliée en début d'année. Le démarrage des lactations semble pénalisé par des fourrages de médiocre qualité et le renchérissement de l'alimentation animale.

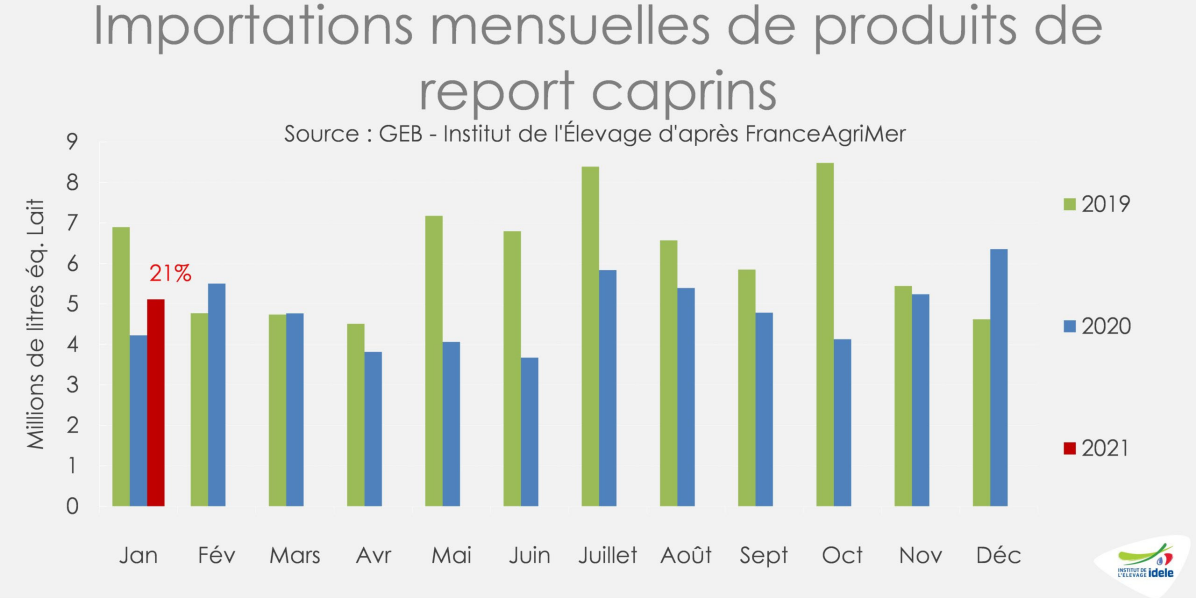
Timide démarrage de la collecte



La croissance de la collecte de lait de chèvre a été stoppée début d'année, après avoir été progressivement ralentie au 2nd semestre 2020. Ainsi, la collecte a été stable d'une année sur l'autre en janvier, et s'est repliée de -1% en février (selon les données diffusées dans l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer). Sur ces deux mois, elle s'établit à presque 60 millions de litres, soit -0,5% /2020.

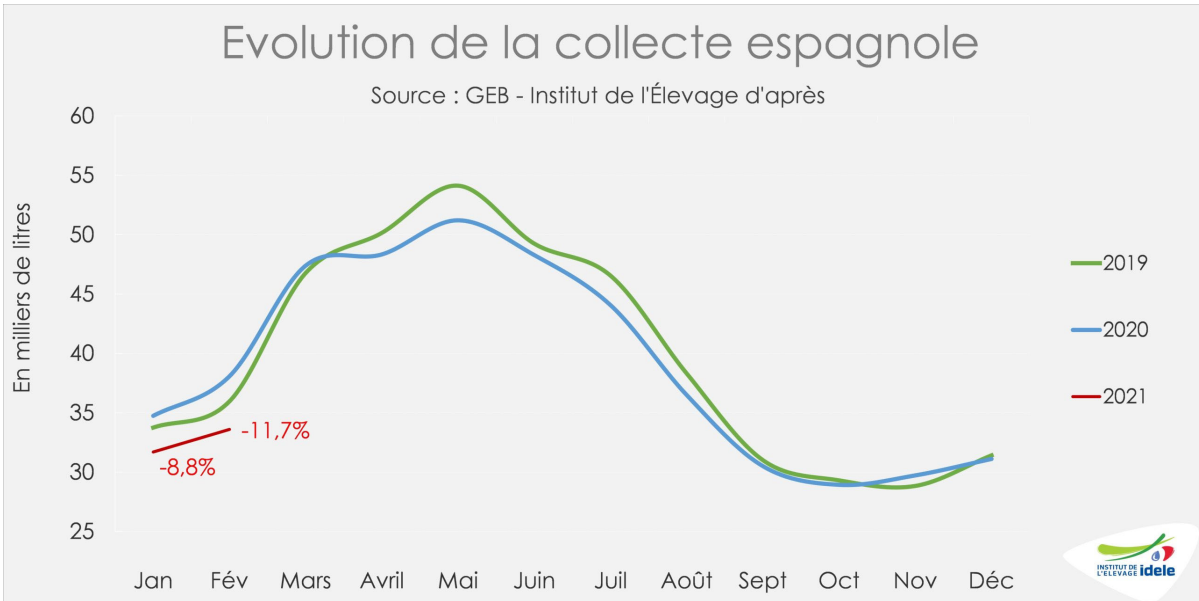
La timidité de ce démarrage peut être imputée en partie à la baisse des rendements laitiers, impactés par des stocks fourragers, récoltés à l'automne 2020, de médiocre qualité. Une tendance renforcée par le renchérissement de l'alimentation animale. En effet, à l'indice 110,7 en février, l'IPAMPA Lait de chèvre-aliments achetés a grimpé de +4,2 points en trois mois.

Les importations reprennent...



Avec 5,1 millions de litres en janvier, les importations de produits de report caprins ont bondi de +21% par rapport au très bas niveau de 2020. Mais elles restent inférieures de-26% au très haut niveau de 2019. Contraints par une collecte nationale ralentie, les transformateurs ont dû importer davantage de caillé cet hiver afin de maintenir les fabrications fromagères.

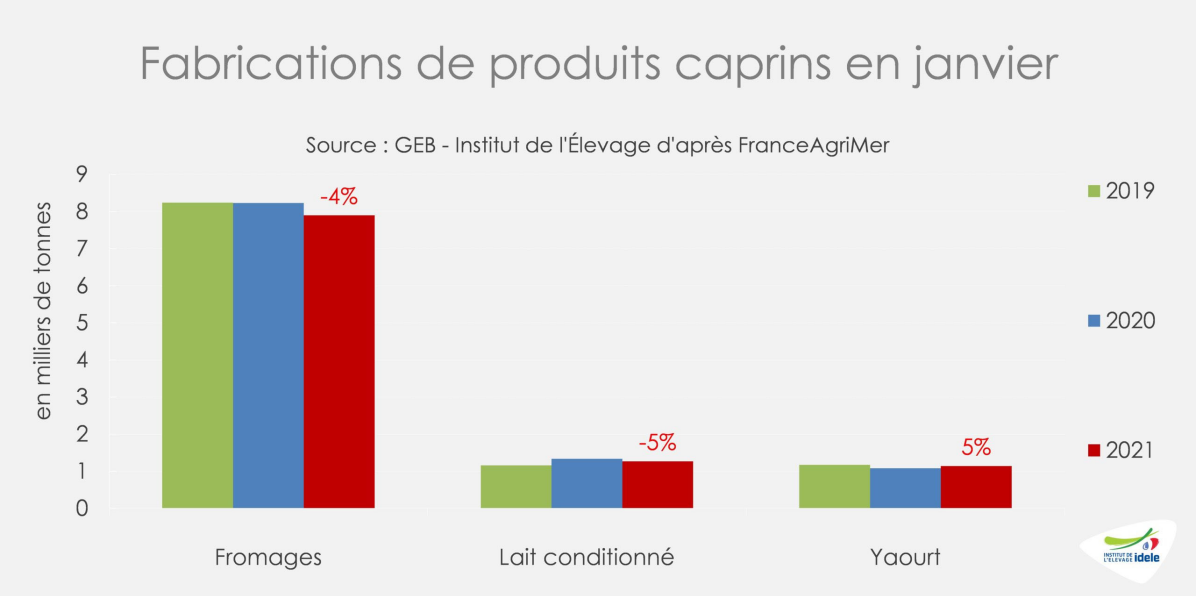
… mais la collecte européenne pourrait limiter les importations



Cependant, la reprise des importations, entamée en décembre 2020, pourrait être de courte durée, compte tenu de la baisse des disponibilités chez nos voisins européens.

D'un côté, la collecte espagnole s'est repliée de plus de -10% au premier bimestre de 2021, à 65 millions de litres ; tendance qui pourrait se poursuivre les mois prochains au vu des prix à la production qui sont orientés à la baisse. De l'autre, si le cheptel s'est sensiblement étoffé aux Pays-Bas ces dernières années, la collecte est de plus en plus orientée vers la fabrication de poudre de lait pour satisfaire la demande chinoise croissante en poudre de lait infantile. Dans ce contexte, même s'il n'y a pas de statistiques mensuelles de collecte aux Pays-Bas, on peut s'attendre à une limitation des disponibilités.

Fléchissement des fabrications fromagères en janvier



La hausse des importations a dopé l'approvisionnement total des industriels français, qui a ainsi augmenté de +3% en janvier, à un peu moins de 31 millions de litres. Mais face à une collecte stationnaire aux creux hivernal, les transformateurs ont privilégié la reconstitution des stocks de report, au détriment des fabrications fromagères.

Ainsi, les fabrications de fromages au lait de chèvre ont reculé de -3% /2020 en janvier, à près de 7 900 t ; les fabrications de lait de consommation suivent la même tendance, et ont reculé de -5%, à près de 1,2 million de litres embouteillés. Seules les fabrications de yaourts ont progressé, s'établissant à 1 100 t, soit une hausse de +5% d'une année sur l'autre.

A noter toutefois que la baisse des fabrications fromagères de janvier ne présage pas d'une évolution analogue le reste de l'année. En effet, celles-ci reposent principalement sur la demande, qui a été dynamique en libre-service des GMS au 1er trimestre 2020, selon les premières données du panel IRI-CNIEL. Si cette tendance persiste, les fabrications fromagères pourraient croître de nouveau, aidées par la hausse saisonnière de la production laitière.

Marchés des grains : fin de la hausse des prix ?

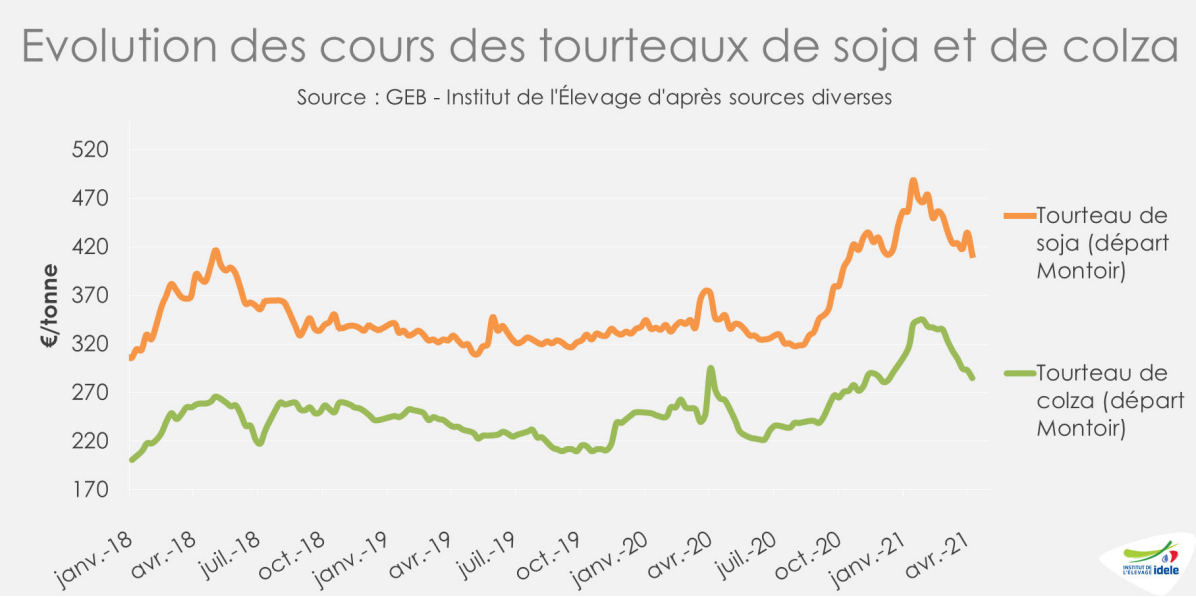
Dernière révision le 16 avril 2021

Après la très forte hausse des prix des céréales et des tourteaux enregistrée fin 2020 –début 2021, les marchés des matières premières connaissent une accalmie. Bien que les cotations restent significativement supérieures à l'an dernier, les prix des tourteaux et des céréales à paille (blé, orge) ont connu une érosion ces dernières semaines. Les cours du maïs, quant à eux, restent fermes.

Tourteaux : l'arrivée du soja brésilien permet une détente des prix

En retard de plusieurs semaines à cause de semis tardifs puis des fortes pluies pendant les récoltes, les disponibilités brésiliennes de soja arrivent enfin sur le marché mondial. Cela se traduit par une accélération des flux au départ des ports brésiliens, ce qui détend les prix mondiaux du tourteau de soja. Ainsi, à 425,5 €/t sur le marché français (Montoir), le prix moyen du mois de mars s'est replié de 7% par rapport à février. La cotation reste toutefois 20% supérieure à celle de mars 2020.

Dans le sillage du tourteau de soja, le prix du tourteau de colza a évolué en baisse en mars à 309 €/t en moyenne à Montoir (-8% en un mois), mais reste un niveau bien supérieur à l'an dernier (+24% /2020). Parallèlement, le prix de la graine de colza a atteint des niveaux jamais enregistrés : plus de 500 €/t en mars sur le marché à terme d'Euronext. Les prix élevés du canola au Canada, équivalent canadien du colza, et la tension sur les marchés mondiaux des huiles végétales contribuent aux cotations élevées du colza. Ajouté à cela, les gelées tardives connues en France ces dernières semaines constituent un risque élevé pour les colzas en floraison. Dans ce contexte, OilWorld, société spécialisée dans l'analyse des marchés des oléagineux, estime désormais la production française 2021 à seulement 3,05 Mt, en baisse de 6% par rapport à la déjà faible production 2020.



Céréales : les prix du blé se tassent mais le maïs reste relativement ferme

En ce qui concerne le blé, la demande internationale et locale connaît une accalmie. Malgré les taxes sur les exportations russes, toujours en vigueur, cette origine est reste compétitive à l'export vis-à-vis de ses concurrents internationaux. Ainsi, la demande à l'exportation dans les ports français se tasse, ce qui contribue à une érosion des cotations du blé ces dernières semaines. Dans un contexte de stock de fin de campagne attendu sur un niveau bas en France et dans l'Union européenne, le prix moyen du blé français était tout de même de 215 €/t en mars (Eure-et-Loir, hors majoration), soit un niveau supérieur de 26% à mars 2020. A trois mois des récoltes de blé et d'orge, le marché focalise de plus en plus son attention sur les disponibilités 2021. Après la faible récolte de 2020, un rebond de la production française de blé est attendu : les surfaces semées ont connu un regain de 17% selon Agreste et FranceAgriMer estime que 87% des blés étaient dans un état « bon à excellent » début avril, contre 62% l'an dernier à la même période. Toutefois, la météo d'ici la récolte restera déterminante pour les rendements. Si les récentes gelées présentent peu de risques pour les cultures de blé, les orges les plus avancées pourraient connaître quelques pertes.

Les cotations internationales du maïs ont en revanche plus de mal à baisser. Après la forte demande chinoise à l'origine de la flambée des cours mondiaux de ces derniers mois, plusieurs facteurs contribuent aujourd'hui au maintien des cours à Chicago sur un niveau élevé (+60% /mars 2020). Premièrement, face aux exportations américaines records pour répondre à la demande, les stocks aux Etats-Unis se contractent. Bien que la résurgence récente de maladies dans les élevages porcins chinois engendre des réels questionnements sur la demande du pays en matières premières, un ralentissement des achats ne semble pas encore à l'ordre du jour. Au contraire, courant mars, les autorités américaines ont recensé de fortes ventes de maïs américain vers la Chine.

En parallèle, au Brésil, le retard des récoltes de soja a conduit à des semis tardifs de la seconde récolte de maïs brésilien – la safrihna – qui compte pour plus de deux tiers de la production brésilienne de maïs. Cela soulève des inquiétudes sur le potentiel de rendement du second exportateur mondial de maïs. Enfin, les premières estimations officielles sur les intentions de semis de maïs pour la récolte 2021 aux Etats-Unis affichent un niveau inférieur aux attentes. Dans ce contexte, la volatilité devrait perdurer sur les cours du maïs.

